SEANCES DU LUNDI 24 MARS 1986
VERGADERINGEN VAN MAANDAG 24 MAART 1986ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DE L'APRES-MIDI
NAMIDDAGVERGADERING

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 642.

COMMUNICATION:

Page 642.

Fonds des bâtiments scolaires.

PROJET DE LOI (Discussion):

Projet de loi attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Discussion générale (reprise). — *Orateurs*: MM. Collignon, Hazette, Desmarests, Boël, M. Martens, Premier ministre, MM. Lallemand, Van Grembergen, p. 642.

Discussion de l'article premier:

Orateurs: MM. Op 't Eynde, de Wasseige, A. Geens, p. 658.

ORDRE DES TRAVAUX:

Page 657.

PROPOSITION DE LOI (Dépôt):

Page 662.

MM De Bondt et De Kerpel. — Proposition de loi complétant l'article 14 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères.

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 642.

MEDEDELING:

Bladzijde 642.

Fonds voor schoolgebouwen.

ONTWERP VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

Algemene bespreking (hervatting). — *Sprekers*: de heren Collignon, Hazette, Desmarests, Boël, de heer Martens, Eerste minister, de heren Lallemand, Van Grembergen, blz. 642.

Beraadslaging over artikel 1:

Sprekers: de heren Op 't Eynde, de Wasseige, A. Geens, blz. 658.

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN:

Bladzijde 657.

VOORSTEL VAN WET (Indiening):

Bladzijde 662.

De heren De Bondt en De Kerpel. — Voorstel van wet tot aanvulling van artikel 14 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

Mme Panneels-Van Baelen et M. Mouton, secrétaires, prennent place au bureau.
Mevrouw Panneels-Van Baelen en de heer Mouton, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 40 m.
De vergadering wordt geopend te 14 u. 40 m.

CONGES — VERLOF

MM. De Bondt, pour raisons familiales; Gryp, pour raison de santé, demandent d'excuser leur absence à la présente séance.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren De Bondt, wegens familieaangelegenheden; Gryp, wegens gezondheidsredenen.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

COMMUNICATION — MEDEDELING

Fonds des bâtiments scolaires — Fonds voor schoolgebouwen

M. le Président. — Par dépêche du 21 mars 1986, le ministre de l'Education nationale, secteur français, a transmis au Sénat le rapport sur l'utilisation des crédits du Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux pour l'exercice 1985.

Bij dienstbrief van 21 maart 1986 heeft de minister van Onderwijs, Franse sector, aan de Senaat overgezonden, het verslag over de aanwending der kredieten van het Fonds voor provinciale en gemeentelijke schoolgebouwen voor het dienstjaar 1985.

Il est donné acte de cette communication au ministre de l'Education nationale, secteur français.

Van deze mededeling wordt aan de minister van Onderwijs, Franse sector, akte gegeven.

PROJET DE LOI ATTRIBUANT CERTAINS POUVOIRS SPECIAUX
AU ROI

Reprise de la discussion générale

ONTWERP VAN WET TOT TOEKENNING VAN BEPAALDE
BIJZONDERE MACHTEN AAN DE KONING

Hervatting van de algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale du projet de loi attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Wij hervatten de algemene behandeling van het ontwerp van wet tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

La parole est à M. Collignon.

M. Collignon. — Monsieur le Président, mon discours s'adressant davantage au Premier ministre — qui est absent, pour l'instant — qu'au ministre de l'Emploi et du Travail et qu'au ministre des Affaires sociales, je le modifierai dès lors quelque peu et je m'adresserai à l'ensemble du gouvernement, avec une orientation plus sociale tenant compte de mes interlocuteurs.

J'aurais voulu dire au Premier ministre que, personnellement, j'avais beaucoup d'admiration pour son obstination. Il faut veiller, toutefois, à ce qu'elle ne se mue pas en entêtement, auquel cas cette vertu deviendrait très facilement un défaut.

Messieurs les ministres, vous êtes aujourd'hui dans la dernière ligne droite et, si je puis m'exprimer sportivement, il s'agit du sprint final.

Cependant, si on fait référence à la presse et aux derniers événements, je veux parler des dissensions qui se manifestent dans votre équipe, il y aura encore beaucoup d'étapes de montagne et même des épreuves contre le chrono. Je ne doute pas que certains d'entre vous, sont d'excellents spécialistes, et qu'ils sauront réussir dans leurs entreprises.

Le gouvernement prétendait régler tous nos problèmes et annonçait glorieusement en septembre 1985 que le plus dur était fait et qu'on était au bout du tunnel. Or, en mars 1986 — plus de six mois après les élections! —, nous sommes étonnés du peu de réalisations de ce gouvernement dont la carence est patente. Il apparaît de plus en plus que vous retardez l'étape du budget 1986. Il est vrai que le précipice constitué par le déficit budgétaire vous rend probablement prudent.

Le Premier ministre parlait de « faire le gros dos » ou, plus exactement « courbait l'échine ».

L'action du gouvernement n'a absolument pas été positive. La situation n'a été améliorée que par des circonstances positives extérieures, je pense notamment à la baisse des produits pétroliers.

Je m'adresse ici aux parlementaires de la majorité. Je suppose que, comme nous, ils sont respectueux des prérogatives du Parlement. Certes, certains changements sont intervenus. Mais, pour la troisième fois, un régime de pouvoirs spéciaux va être instauré. Un tel régime est donc en passe de devenir en quelque sorte une institution. C'est ce qui me paraît le plus dangereux.

Pensez-vous réellement que le système parlementaire, tel que nous le connaissons — et qui a, sans doute, ses défauts — ne pourrait obtenir un consensus dans différents domaines?

Selon moi, pour toute une série de matières, la discussion avec les représentants de la nation était possible, utile et opportune. Les problèmes auraient pu, en définitive, être réglés par le système majorité-opposition.

Ne pouvions-nous arriver à un accord, à une volonté commune, en matière de création d'emplois ou de résorption du chômage?

Les Chambres législatives devraient aussi pouvoir débattre du problème de la norme de compétitivité et vous confier, à vous, membres du gouvernement, le soin d'en régler les modalités d'application.

N'est-il pas de l'essence de notre Parlement d'aborder les aspects financiers, tant du point de vue des finances publiques que de la problématique de la sécurité sociale?

Je salue votre arrivée, monsieur le Premier ministre.

M. Martens, Premier ministre. — Je vous prie d'excuser mon retard.

M. Collignon. — Vous êtes tout à fait excusé, monsieur le Premier ministre. J'admets aisément que les circonstances de l'Etat puissent vous retarder. La Chambre a perdu du temps. D'ailleurs, le Sénat est en retard sur son programme, et votre gouvernement n'avance pas. Par conséquent, continuons dans cette voie.

Répéter que les pouvoirs spéciaux trouvent leurs fondements dans l'article 78 de la Constitution, m'apparaît, au fur et à mesure des lois d'habilitation, comme une hérésie. « Le Roi n'a d'autres pouvoirs que ceux que lui attribuent formellement la Constitution et les lois particulières portées en vertu de la Constitution même. »

M. Robert Henrion lui-même souligne que cet article peut avoir une double lecture. L'avis rendu par le Conseil d'Etat, s'il confirme cette théorie, émet quand même une série de considérations importantes, toutefois ces conditions revêtent davantage un caractère juridique.

Le Conseil d'Etat parle notamment de la longueur des pouvoirs spéciaux ou de la nécessité de juger les circonstances exceptionnelles ou les circonstances de crise qui rendent l'exercice des pouvoirs spéciaux compatible avec la Constitution. Mais il précise que c'est au législateur d'apprécier la nature des circonstances.

La délimitation précise des pouvoirs est également une règle impérative et l'adverbe « notamment », transformé par la Chambre des représentants en « plus précisément », traduit votre volonté de vous attribuer les pouvoirs les plus larges possibles. Votre ministre du Budget a explicité en commission que le terme « plus précisément » n'impliquait pas une énumération exhaustive des problèmes à régler par la loi mais qu'on pouvait aller au-delà. Ceci contredit dans une certaine mesure, et je dirais même dans une mesure certaine, le rapport circonstancié de la Chambre comme la motivation de l'amendement de la majorité où on a voulu délimiter avec précision le champ des pouvoirs qui étaient accordés.

Vous demandez aujourd'hui au Parlement un renoncement considérable à l'exercice de sa mission essentielle.

Effectivement, une lecture grammaticale traduit le caractère limitatif de l'article 78 et son contexte historique lui confère davantage une notion restrictive qu'extensive.

Il serait plus heureux et plus honnête de préciser, comme notre ancien collègue François Perin, qu'en vérité, le système des pouvoirs spéciaux ou des pouvoirs extraordinaires trouve son fondement dans une nouvelle coutume parlementaire que constitue « l'attribution des pouvoirs », qui peut également trouver sa justification dans la complexité et le caractère réglementaire de différentes matières.

En conséquence, ne serait-il pas préférable à ce sujet de réformer notre Constitution et d'adapter celle-ci aux réalités modernes?

Il a été question à la Chambre des représentants de droit constitutionnel comparé, et la référence à l'article 38 de la Constitution française peut être utilement discutée.

Je n'aborderai pas ici la problématique de la cohabitation. A cette occasion, je m'adresse à mes collègues francophones de la majorité pour leur dire qu'ils apprendront la cohabitation avec les Ecolos. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*) Nous en avons l'expérience à Liège. La majorité peut s'attendre à d'heureuses surprises, les Ecolos à de nombreux déboires!

M. Paque. — Les Ecolos sont absents!

M. Collignon. — Ils sont probablement au « Vert »!

Je poursuis: introduire une telle disposition dans notre droit fondamental traduirait finalement une évolution de notre régime parlementaire.

En vérité, ce régime n'a-t-il pas déjà considérablement évolué? L'importance grandissante de la fonction du Premier ministre ne traduit-elle pas une dérive constitutionnelle?

L'aile libérale de la majorité, par l'intermédiaire de personnes éminentes, et même parfois par celle du Vice-Premier ministre, entend suivre cette évolution et traduire les pouvoirs spéciaux au niveau constitutionnel. Même si les présentes Chambres ne sont pas constituantes, la

majorité envisage d'apporter des modifications à la Constitution dans d'autres matières. Le point serait de savoir si vous entendez traduire dans les textes le fait que l'attribution de pouvoirs au gouvernement pourrait être introduite dans cette Constitution.

Personnellement, je dois vous avouer que je ne suis pas fondamentalement opposé à une réforme à ce sujet. Ce qui me gêne actuellement, c'est, en définitive, l'inconstitutionnalité des pouvoirs spéciaux et le fait qu'on ait érigé en institution le recours à ce système.

Ne serait-il pas opportun, pour répondre aux arguments erronés que constitue « la lenteur de la procédure parlementaire » ou « la complexité de certaines matières », de nous pencher sur notre système institutionnel?

Au niveau du phénomène de la lenteur du système parlementaire, nous avons constaté qu'en diverses circonstances, et notamment au cours de la législature précédente, le Parlement n'a jamais autant légiféré. Ne retournez toutefois pas l'argument en affirmant que c'est grâce à deux ans de pouvoirs spéciaux que nous avons pu nous occuper d'autres matières! En fait, je crois que lorsqu'une proposition ou projet qui revêt un caractère d'urgence, est confié au Parlement, les commissions et les assemblées peuvent examiner et voter rapidement des textes de loi relatifs à des problèmes très complexes.

Le chef de groupe CVP de la Chambre, M. Vandenbrande, a formulé une série de suggestions.

Réfléchir sur le bicaméralisme est une nécessité. J'ai cependant le sentiment que celui-ci, en définitive, dans différents pays, constitue un rempart pour la démocratie.

Il importe toutefois au travers de la Belgique nouvelle et de ses structures fédéralistes, d'adapter Etat national, régional et communautaire à cette réalité.

Notre assemblée devrait davantage être le reflet de cette réalité. Un Sénat pas nécessairement paritaire mais, représentant au moins les composantes régionales de notre Etat, permettrait sans doute d'aplanir nos divergences et constituerait le contrepoids à une Chambre élue conformément à la démographie.

Ignorer dans cet engrenage la situation bruxelloise serait irréaliste. Il y a lieu à cet effet de poursuivre l'application de l'article 107^{quater}.

Réfléchir à cette problématique me paraît indispensable. La responsabilité du PSC, qui a refusé la révision de la Constitution, est très grande, car la poursuite de la réforme constitutionnelle a, de ce fait, été enrayée.

Il est également vrai que les problèmes politiques ne manquent pas, d'autant que tout, dans notre pays, est entouré de connotations communautaires.

J'ai établi une liste exhaustive de vos prochaines difficultés, qui apparaissent multiples. En matière budgétaire, par exemple, qu'allez-vous faire en ce qui concerne les restrictions éventuelles des dotations budgétaires attribuées aux Régions et aux Communautés?

Qu'en sera-t-il du problème du partage des charges du passé, sur le plan du logement social, entre l'Etat central et les Régions, charges qui se sont élevées à 225 milliards en cinq ans?

Qu'en est-il de la volonté du Nord du pays de revoir les clefs de dotations et de remplacer purement et simplement celles-ci par des ristournes d'impôts?

Les problèmes, je le répète, sont nombreux et, en matière économique, les prochains mois seront, à mon sens, révélateurs.

Pour ce qui est des secteurs nationaux visés dans le 1, 7^o, d'autres orateurs interviendront à ce sujet. J'aimerais toutefois connaître les intentions du gouvernement en matière de sidérurgie. Pensez-vous arriver à un équilibre entre, d'une part, les mines du Limbourg et, d'autre part, la sidérurgie wallonne qui connaît et connaîtra encore des difficultés?

Vous avez déclaré, au cours de la campagne électorale: « On ne parle plus de Cockerill-Sambre. » J'ai le sentiment qu'à l'heure actuelle, vous ne pourriez plus tenir de tels propos. En effet, nous allons au-devant de l'échec du grand plan Gandois qui devait être mis en application par M. Levy. Les problèmes sont loin d'être résolus à ce niveau, et je ne parlerai pas de ceux auxquels doit faire face Tubemeuse.

Des divergences d'opinions se font continuellement jour entre les divers ministres concernés, notamment MM. Maystadt, Eyskens et Verhofstadt, en matière de commandes publiques, qu'il s'agisse du secteur militaire ou aéronautique, ou encore du contrat du siècle en matière de téléphone, et je ne parlerai pas des problèmes, d'ores et déjà patents, sur le plan de l'énergie.

Je ne suis certainement pas un fanatique du nucléaire comme mon collègue, le député Eerdekens, mais je dois souligner néanmoins que la huitième centrale nucléaire sera installée à Doel et non à Andenne ou à Tihange. Même les possibilités d'aménagement sont, dans ce dernier site, forcément limitées; vous trouverez toutefois en Wallonie nombre de terrains opérationnels.

Toujours dans cet esprit, je remarque que l'ouverture de la centrale au charbon a lieu dans le Limbourg et qu'elle n'entraînera aucun effet positif pour la Wallonie.

Je passerai sous silence les difficultés rencontrées en matière de travaux publics, de politique portuaire, du traité Escaut-Meuse, sans parler du TGV. En effet, le ministre des Communications, M. De Croo, semble souhaiter que le TGV traverse la Wallonie mais ne puisse s'y arrêter.

En l'occurrence, les parlementaires wallons ont une responsabilité à assumer: ou le TGV s'arrête à Liège, ou il ne passera pas dans le Hainaut occidental. Les ministres régionaux wallons devront prendre les dispositions qui s'imposent à cet effet. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*) Si ce n'était pas le cas, nous interpellons au Conseil régional wallon.

M. Windels. — Avez-vous étudié le dossier sur le plan technique?

M. Collignon. — Trèves de discussions: ou le TGV s'arrête à Liège ou alors il traversera la Flandre occidentale et non le Hainaut occidental. Nous avons droit, vous en conviendrez, à des compensations.

Je salue à cette occasion l'action positive de M. Clerdent en faveur de Liège. Au niveau des forces de la province de Liège, nous avons pu grâce à son action obtenir un consensus. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

Je n'aborderai pas, monsieur le Premier ministre, les problèmes relatifs à l'enseignement. D'autres intervenants parleront probablement du Pacte scolaire.

Je crois aussi qu'au-delà des problèmes de restriction, la Communauté française — je m'adresse ici particulièrement aux membres du PSC — va être confrontée à la communautarisation au niveau budgétaire alors qu'elle n'existera pas au niveau institutionnel. Vous avez été dupes. Une fois de plus, il sera trop tard.

Je passerai sous silence les nombreux problèmes du commerce extérieur et laisserai à d'autres intervenants le soin de traiter les problèmes en matière d'emploi, notamment dans les hôpitaux. J'ai d'ailleurs déjà interpellé le ministre de l'Emploi et du Travail à ce sujet en commission.

D'autres sujets se posent au niveau communautaire.

Il faut, à mon avis, donner aux Communautés le moyen de régler les problèmes dans le domaine de l'audiovisuel, notamment en ce qui concerne les différentes législations possibles dans cette matière, bien que cela représente pour nous un danger, face à une majorité conservatrice.

Il serait inutile d'énumérer les nombreux problèmes linguistiques que vous devrez inévitablement affronter à nouveau. Ce n'est pas sans arrière-pensée que nos collègues socialistes flamands — qui sont absents aujourd'hui — ont réintroduit la proposition Galle au niveau de la commission de l'Intérieur de la Chambre et qu'ils vont à nouveau poser le principe de la solidarité flamande face au « hérissou » des Fourons. Je me demande comment vous allez surmonter cet obstacle et quelle sera l'attitude du ministre de l'Intérieur face, éventuellement, à des arrêtés de la chambre flamande du Conseil d'Etat.

Je ne voudrais toutefois pas m'écarter du problème des pouvoirs spéciaux. Il est possible que, tout à l'heure, après votre réplique, monsieur le Premier ministre, convaincu, je puisse accepter qu'on vous attribue des pouvoirs spéciaux. Mais toutes les difficultés ne seront pas réglées pour autant. Le bout du tunnel est encore loin et vous aurez encore à courber l'échine de nombreuses fois.

Permettez-moi de citer l'historien grec, Thucydide: « Tout homme use du pouvoir dont il dispose. » Cette phrase paraît révélatrice en matière de pouvoirs spéciaux. J'estime être un homme de pouvoir et je désire en user lorsque je le détiens. Le problème réside dans le fait d'éviter les abus de pouvoir.

Il est normal que le présent projet présente une série de limitations, à savoir: avis motivé de la section de législation du Conseil d'Etat, publication de cet avis en même temps que le rapport au Roi, transmission aux présidents des Chambres. Mais quelles seront les modalités d'application au niveau du Parlement? Il est louable que les projets d'arrêtés de pouvoirs spéciaux soient transmis aux Chambres, mais quelle suite

pourrons-nous leur donner dans le court délai qui nous est imparti: huit jours avant une période de vacances, week-end compris? De quelle garantie disposons-nous finalement pour exercer notre légitime contrôle?

J'en viens au dernier argument: le rapport aux Chambres. Nous connaissons suffisamment les circonstances dans lesquelles le rapport sur les pouvoirs spéciaux est généralement soumis aux Chambres: il nous est soumis dans le courant d'autres débats et le vote intervient le jeudi après-midi, sans débat préalable. C'est sans doute notre responsabilité de ne pas interpellé à cet égard, mais nous ne disposons pas du temps matériel nécessaire.

En ce qui concerne les lois de confirmation, j'ai déjà eu l'occasion de rappeler que même si le Conseil d'Etat admet la possibilité d'amendement, la procédure de confirmation constitue en définitive l'impossibilité pour le citoyen de recourir aux tribunaux pour lui permettre de soumettre la conformité des arrêtés à la loi d'habilitation. Faut-il rappeler à ce sujet l'arrêté n° 278 relatif aux sauts d'index? Cet épisode prouve l'insécurité juridique qu'entraîne la technique des pouvoirs spéciaux. La ratification systématique des arrêtés par le Parlement ôte à celui-ci toute valeur de contrôle juridictionnel.

Qu'en sera-t-il également des textes amendés et du problème de la rétroactivité? S'efforcer d'établir des garde-fous est sans doute une responsabilité du Parlement, mais encore faut-il que ceux-ci soient efficaces. Il importe que chaque parlementaire, et plus particulièrement chaque parlementaire de la majorité, sache que le fait de recourir aux pouvoirs spéciaux ou extraordinaires constitue en définitive une preuve de défiance de l'exécutif à l'égard de sa propre majorité.

Il s'agit dans tous les cas d'un problème institutionnel. Lorsqu'en France, M. Chirac obtient 292 sièges comprenant l'UDF, le RPR et 14 divers droite, généralement des mécontents parce qu'ils ne figureraient pas sur les listes d'union, mais qui maintenant constituent en définitive l'apport indispensable à la majorité, eh bien, M. Chirac annonce qu'il légifèrera par ordonnances parce qu'il n'est pas sûr de cette majorité.

Lorsque vous-même, monsieur le Premier ministre, et votre gouvernement, déclarez que vous allez légiférer par pouvoirs spéciaux, c'est en fait parce que la cohésion des quatre partis de la majorité n'est pas parfaite. Lorsque vos points de vue divergent sur une série de problèmes, vous décidez de les régler par pouvoirs spéciaux.

Si je prends en considération le problème de l'assainissement de la sécurité sociale — et je regrette que M. Dehaene soit sorti —, je constate qu'il existe un fossé entre les opinions du ministre du Budget et celles du ministre des Affaires sociales. Ces divergences sont le reflet des problèmes réels qui divisent les divers groupes dans le choix social.

M. Maystadt a déclaré hier à Tournai qu'on ne procéderait plus à des baisses de revenus.

Or, à la lecture du rapport de votre budget, on constate qu'il y aura encore des mesures d'austérité sociale. Il conviendra de vous mettre d'accord. Vous réglez ce problème par les pouvoirs spéciaux et, de cette manière, vous vous défiez en quelque sorte de votre majorité.

Je terminerai, monsieur le Premier ministre, par une citation du cardinal de Retz. Il s'illustra dans la Fronde avant de devenir lui-même un homme de pouvoir. Il déclarait: « On est plus souvent dupé de sa méfiance que de sa confiance. » (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. le Président. — La parole est à M. Hazette.

M. Hazette. — Monsieur le Président, monsieur le Premier ministre, monsieur le ministre, chers collègues, je situerai mon intervention dans le climat de paix juridique dont le ministre d'Etat Robert Henrion a si magistralement tracé les contours. Je ne crois pas que l'intervention de notre collègue, M. Collignon, puisse nous inviter à sortir de cette paix juridique qu'il n'a pas troublée fondamentalement.

Je remercie également Mme Delruelle d'avoir déblayé ce terrain, ce qui nous permet d'arriver à la question fondamentale de l'opportunité et de l'appréciation de l'urgence, qui reste contestée en ce moment de notre débat.

C'est tout à la fois l'appauvrissement consécutif à la crise, la complexité des Etats modernes et l'inadaptation du travail parlementaire qui rendent inévitable le recours aux pouvoirs spéciaux.

L'appauvrissement consécutif à la crise est révélé dans quelques chiffres: le nombre des demandeurs d'emploi et des prépensionnés; le volume des dépenses sociales de première nécessité; le montant des transferts

aux industries déficitaires; l'état non satisfaisant de la consommation intérieure.

Les risques que l'appauvrissement atteigne plus gravement la comptabilité des ménages sont inscrits dans les milliards qui forment, année après année, le déficit des opérations courantes et, en s'additionnant, la dette publique. Une majorité de nos concitoyens a compris qu'il est impossible que l'Etat supporte seul, indéfiniment, le poids de la dette publique.

Un transfert partiel de la pauvreté de l'Etat aux ménages est, hélas, inévitable aujourd'hui.

M. de Wasseige. — Pas aussi inévitable que cela!

M. Hazette. — Je n'ai pas trouvé, en tous cas, dans votre démonstration d'avant-hier la preuve du contraire. Mais j'y reviendrai.

La responsabilité du gouvernement est de canaliser les restrictions nécessaires, de les modérer, de les adapter en fonction des possibilités contributives de chacun. Mais sa responsabilité réside aussi dans la recherche et l'exploration de nouvelles voies qui conduisent vers de nouveaux espaces de production.

Le propos est relativement neuf et rompt avec un quart de siècle de politique optimiste jusqu'à l'imprudance, généreuse jusqu'à l'aveuglement.

Notre législation des années 60 est empreinte de cette générosité et de cet optimisme. Le drame de notre décennie c'est que, par manque de moyens, nous devons très vite — j'y insiste — inverser des tendances qui, naguère, se sont développées et amplifiées, fortes de l'adhésion populaire et supportées par des idéologies qui privilégiaient le groupe par rapport à l'individu.

Très vite, disais-je, parce que, trop longtemps, nous avons appelé crise ce qui s'est révélé être un changement durable des conditions de notre vie en commun. Très vite, parce que les conséquences de nos imprudences se sont additionnées en un laps de temps relativement court, sous l'effet conjugué de facteurs d'accélération du changement: les deux chocs pétroliers, l'explosion du chômage, l'emballement de la dette publique, l'émergence des technologies nouvelles.

Ces facteurs conjugués ne nous ont laissé que quelques mois pour nous ressaisir.

L'urgence s'est imposée en 1981. Et lorsqu'il traite de cette année noire, M. de Wasseige ne devrait pas oublier le rapport qu'a dressé la Banque Nationale en février 1982. Ce n'est pas le tableau qu'il en traçait, vendredi ou samedi, dans son discours.

M. de Wasseige. — Comment cela?

M. Hazette. — Vous avez dit que 1981 était la première année de la restauration des équilibres.

M. de Wasseige. — De la compétitivité des entreprises!

M. Hazette. — Je ne pense pas que c'est ce qui apparaît dans le rapport de la Banque Nationale.

M. de Wasseige. — Le ministre l'a souligné dans son discours à cette époque.

M. Hazette. — L'urgence, aujourd'hui, n'est pas moins pressante qu'elle ne l'était en 1981. Elle nous commande d'agir prioritairement pour réduire le rôle de l'Etat dans l'activité des hommes, pour simplifier les rouages administratifs et diminuer le nombre de ceux qui ont intérêt à en compliquer les engrenages.

Car, reconnaissons-le, les Etats modernes se sont développés dans la complexité. Se prenant pour des corps vivants, ils ont entretenu leur croissance. Ils y ont vu un signe de bonne santé; ce n'était hélas qu'une obésité morbide. L'Etat, aujourd'hui, est en difficulté d'assumer ses fonctions essentielles de justice, de défense, de sécurité et de protection des citoyens et, dans le même temps, les pouvoirs publics ambitionnent souvent d'assumer les tâches qui relèvent de la responsabilité et de l'engagement individuels.

La question nous est posée maintenant: aurons-nous la volonté et les moyens de ramener le secteur public au minimum?

Walter Lippmann, qui a abondamment traité de ces questions, écrit fort justement: «Lorsqu'un gouvernement proclame ses intentions, cela

ne signifie pas qu'il possède les facultés nécessaires pour les réaliser. Le désir ne crée pas toujours les moyens. (...) C'est pourquoi la politique réelle et non la politique apparente de chaque Etat est déterminée par la compétence limitée d'êtres limités, aux prises avec une infinité de circonstances illimitées.»

Cette analyse du grand éditorialiste américain nous invite à la modestie. C'est la qualité que j'ai cru déceler dans le choix qui nous est proposé par le gouvernement.

Deux voies s'ouvraient devant lui: la voie légale ou la voie réglementaire. Le premier choix eût exposé sa volonté à des considérations, à des préoccupations, à des pressions, mais surtout à des manœuvres de retardement dont on connaît l'efficacité redoutable.

Il a sagement choisi la seconde, car nous ne disposons que de quelques mois, là où quelques années seraient nécessaires dans notre système bicaméral.

Chers collègues, le travail que nous ne ferons pas en commission, d'autres le feront dans de moins bonnes conditions; avec moins d'esprit critique, moins de recul, moins de conseils, moins de contradictions, donc, avec plus de précipitation, plus de contraintes de temps, plus d'improvisation.

Et les craintes de notre collègue, M. Cerexhe, exposées à cette tribune samedi dernier, trouvent dans ces conditions contraignantes leur pleine justification. Comme à lui sans doute, l'usage des pouvoirs spéciaux me rappelle l'expérience acquise à la tête d'un cabinet qui dut rédiger en 1982 plus de 50 arrêtés royaux numérotés et les longues soirées au cours desquelles les lignes des projets d'arrêtés s'embrouillaient devant mes yeux et ajoutaient...

M. Pécriaux. — Nous comprenons aujourd'hui pourquoi le travail n'était pas sérieux, à propos des transports scolaires, etc. Voilà notre inquiétude.

M. Hazette. — Ces questions n'ont pas été réglées par pouvoirs spéciaux, cher collègue. Je reconnais que le travail effectué dans un cabinet est pénible et ne donne pas les mêmes garanties que le travail parlementaire. Je suis bien placé pour le dire et le reconnaître. Donc, nous ne pouvons justifier le recours à ces pouvoirs spéciaux que par l'urgence et je souhaiterais que nous soyons au moins unanimes sur ce point.

M. Pécriaux. — C'est un aveu.

M. Hazette. — Je ne crois pas, monsieur Pécriaux, que nous aurions accepté au Parlement ce rythme de travail infernal imposé aux cabinets, pendant près d'une année.

M. de Wasseige. — Que faisons-nous ici? Nous travaillons même le samedi.

M. Hazette. — Pas pendant toute une année, monsieur de Wasseige, et je vais reprendre votre argument.

Les commissions que je fréquente ne se réunissent pas plus de quatre heures par mois. Il est vain, dans ces conditions, d'espérer mener une œuvre législative de réforme...

M. Hismans. — Il n'y a pas de limite réglementaire au travail des commissions.

M. Hazette. — Je participe aux travaux de la commission des Affaires sociales, à ceux de la commission de l'Enseignement et de la Santé publique. En ces matières, je ne crois pas que nous puissions nous estimer aujourd'hui satisfaits de la législation dont nous bénéficions dans ce secteur. Des réformes doivent donc être apportées et cela ne nous est pas possible.

M. Collignon. — C'est un problème à résoudre avec le président de la commission.

M. Hazette. — Les présidents de commissions n'appartiennent pas tous à la majorité gouvernementale. (*Exclamations sur les bancs socialistes.*)

M. Collignon. — Durant la législature 1981-1985, j'ai mené à bien la réforme des sociétés commerciales et du revisorat des entreprises et je

suis un parlementaire de l'opposition. Nous nous sommes réunis à certains moments, à raison de deux jours par semaine.

M. Hazette. — J'ai dit, monsieur Collignon, que je parlais des commissions que je fréquente. Je ne les connais pas toutes, je vous le concède.

M. Pécriaux. — Le rythme de la commission de la Justice est bon aussi.

M. Hazette. — Comme je vous l'ai dit, je les ai découvertes en venant au Sénat. Elles ne travaillent pas plus de quatre heures par mois. C'est objectif, ce que je dis, monsieur Pécriaux.

M. Pécriaux. — Ne dites pas cela devant MM. Cooreman et Lallemand. M. le président Cooreman a emmené ses collaborateurs à l'extérieur, pendant des journées entières, pour légiférer.

M. Hazette. — Je vous parle de ce que j'ai constaté depuis mon arrivée au Sénat et je fais un bilan maintenant.

L'exercice du pouvoir législatif, dans la plénitude de ses attributions, ne peut s'accommoder des horaires actuels impartis aux commissions, ni d'une semaine parlementaire organisée selon le mode actuel, ni des pertes de temps liées au double mandat.

Nous devons d'abord réfléchir à nos propres conditions de travail et nous devons admettre que le gouvernement a demandé ces pouvoirs spéciaux sous la contrainte de l'urgence. Il ne peut pas faire autrement. J'en ai acquis la conviction depuis quelques semaines.

Je voudrais maintenant rejoindre les préoccupations gouvernementales en matière de promotion de l'emploi, de formation et d'enseignement professionnels et de maîtrise des dépenses publiques.

En ce qui concerne la maîtrise des dépenses publiques, mon propos se limitera aux contraintes que l'Etat s'est imposées dans la gestion de ses propres agents et à la simplification des formalités administratives.

Max-Léo Gérard, qui connaissait bien le problème qui nous occupe, concevait le rendement d'une administration publique comme « représenté par le rapport de la production en un temps donné au coût des services pendant le même temps. Ce rendement dépendra, disait-il, de la qualité des fonctionnaires et de la rapidité de leur travail, de ce qu'ils coûtent et de leurs méthodes ».

Pareille analyse est marquée d'un optimisme qui étonne aujourd'hui. Il est, en effet, considéré comme un droit acquis que des services, une fois constitués, restent en place, qu'il y ait ou non des affaires à traiter. Commentant la menace de réduction des crédits alloués au Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat, le ministre de l'Education nationale constatait avec humour qu'il ne lui resterait bientôt plus que les crédits nécessaires au paiement des fonctionnaires. Des fonctionnaires dont, évidemment, l'effectif reste inchangé, malgré la diminution, voire la disparition de leurs tâches.

M. Hismans. — On s'expliquera !

M. Pécriaux. — Dans le cadre du Pacte scolaire, avec les accords 1985 !

M. Hazette. — Cela n'a rien à voir, monsieur Pécriaux. C'est du personnel attaché à la Fonction publique et si la flexibilité a été réclamée pour rendre la compétitivité aux entreprises, elle doit de même inspirer une réforme fondamentale du statut des agents de l'Etat. Et j'y ajoute, soyez-y attentif, la réforme du statut du personnel de l'enseignement de l'Etat.

Je vais illustrer mon propos : c'est le 23 juillet 1985 qu'ont été publiés les résultats de l'examen de rédacteur organisé par le Secrétariat permanent de recrutement pour les services francophones. Moins de neuf mois plus tard, 820 rédacteurs ont été invités à occuper des emplois statutaires.

M. Hismans. — De quels emplois s'agit-il ? Temporaires, sans doute ?

M. Hazette. — Depuis le 8 octobre, trois cents commis, statutaires ou temporaires, ont été appelés et cinquante secrétaires d'administration l'ont été depuis le 23 janvier 1986, date de publication des résultats.

L'administration de l'Etat reste donc, en matière de création d'emplois, une entreprise particulièrement florissante. On doute, devant ces chiffres, que le ministre du Budget trouve, quant à lui, matière à satisfaction.

M. Hismans. — Je demande le type de ces emplois. S'agit-il de CST ?

M. Hazette. — Ce sont des emplois statutaires. Le recrutement a été opéré par le canal du Secrétariat permanent de recrutement.

M. Hismans. — Je m'en réjouis.

M. Hazette. — J'ai, pour ma part, dans l'exercice des responsabilités que j'ai exercées naguère, acquis la conviction qu'il n'y a plus d'économies substantielles possibles dans la fonction publique, si l'on n'y instaure pas un contrôle permanent d'utilité et d'efficacité, favorable aux bons fonctionnaires, sévère pour les agents incompetents ou paresseux; un régime de mobilité interne décidé en fonction de l'intérêt public; un système de formation et de reconversion, conditionnant le droit à la réaffectation.

Vous pouvez, monsieur le Premier ministre, dans la mise en œuvre de cette mission, compter sur des fonctionnaires d'une qualité exceptionnelle. Le SPR a été dirigé jusqu'à ces derniers jours par un homme d'une qualité rare. Si je le cite, c'est que des hommes comme lui sont nécessaires à la revalorisation de la Fonction publique et vous me permettrez d'ajouter que les sursis mis par le gouvernement au renouvellement de son mandat est une offense à sa qualité de fonctionnaire d'élite.

Ces trois mesures n'auront cependant aucun rendement sur le plan budgétaire, si elles ne prolongent pas le plan de simplification des formalités administratives annoncé par le gouvernement. Cette démarche me paraît fondamentale.

Aussi, lorsqu'un membre du gouvernement invoque l'urgence pour dessaisir la commission Comform du pouvoir que lui reconnaît la déclaration gouvernementale, je me mets à craindre qu'il n'y ait désormais beaucoup de situations d'urgence.

Quand le gouvernement lui-même défend une structure de prévention des risques majeurs dans l'industrie, qui double les circuits existants et débouchera sur la création de nouveaux postes administratifs, il prend une voie qui ne le conduit ni à la simplification administrative ni à des économies.

Les règles de mise en disponibilité et de réaffectation du personnel enseignant doivent être également réformées. L'infléchissement des courbes démographiques à lui seul doit faire craindre des pertes d'emplois dans tous les réseaux d'enseignement. Les règles statutaires applicables aux agents nommés qui perdent leur emploi garantissent le traitement complet pendant les deux premières années de la mise en disponibilité.

Si, sur le plan social, ces protections sont remarquables, elles ne le sont qu'à un prix extrêmement élevé, supporté par le budget de l'Education nationale.

Il y a donc au budget des ministres de l'Education nationale des crédits n'ayant aucune efficacité pédagogique.

Le personnel en disponibilité, rémunéré comme s'il travaillait, ne peut être affecté — surtout pas contre son gré — à des tâches administratives. De plus, aucune passerelle n'existe reliant le personnel enseignant au personnel de la Fonction publique. La raison en est simple : pour entrer dans la Fonction publique, il faut réussir l'épreuve organisée par le SPR. Les enseignants, même dans le réseau de l'Etat, sont dispensés de cette épreuve : ils ne peuvent donc entrer, en cours de carrière, dans la Fonction publique.

Ainsi nous payons à traitement plein des instituteurs, des éducateurs, des régents, des licenciés en disponibilité par manque d'emploi, mais dans le même temps, nous recrutons des centaines de commis, de rédacteurs ou de secrétaires d'administration.

Je ne plaide pas, j'y insiste, pour qu'on remette en cause ces protections, mais le souci de bonne gestion ne commanderait-il pas :

1° Que l'Etat organise en permanence des cycles de formation et de reconversion des enseignants mis en disponibilité ? Ces sessions seraient également accessibles aux enseignants en chômage de longue durée ;

2° Qu'il organise ces cycles en fonction de deux objectifs distincts : d'une part, la reconversion pédagogique, créant ainsi une réelle polyvalence de ses enseignants — on ne me fera pas croire qu'après une année de reconversion, un professeur de latin, par exemple, ne pourrait pas être capable d'enseigner les langues romanes, pas plus qu'on ne me fera croire qu'un régent en langues germaniques ne pourrait pas être reconverti pour donner des cours de commerce ! — et, d'autre part, la reconversion administrative, conditionnée par la réussite d'une épreuve, qui ouvrirait aux lauréats les portes de l'administration et des parasta-

taux, à des niveaux de responsabilité déterminés par la difficulté des épreuves réussies;

3° Que l'Etat définisse ensuite ses obligations à l'égard des agents qui auraient refusé les épreuves de reconversion ou y auraient échoué.

C'est, vous le reconnaîtrez, le même souci d'efficacité qui me guide lorsque je souhaite qu'on révisé une forme d'enseignement ou de formation en extrême difficulté actuellement. Je rejoins, en abordant ce sujet, les préoccupations énoncées par M. Langendries.

En matière de formation et d'enseignement professionnels, deux conceptions se concurrencent aujourd'hui: d'un côté, l'enseignement professionnel dispensé dans des écoles d'enseignement secondaire, dont la spécialisation se précise au fur et à mesure que le cycle approche de sa finalité; de l'autre, la formation professionnelle, assurée en alternance par les instituts de formation — je songe d'abord à ceux des classes moyennes — et en atelier, en bureau ou en magasin. L'Onem, de son côté, applique, par moyens propres, les reconversions qu'elle décide, rencontrant sur ce point l'enseignement de promotion sociale avec lequel il a établi des synergies utiles.

L'enseignement à horaire réduit devait permettre aux réseaux d'enseignement le développement d'une formule qui les mit en mesure d'offrir, eux aussi, une formation alternant les cours en milieu scolaire et les exercices pratiques en site réel. Après deux années complètes d'expérience, le résultat n'est pas positif.

Cette diversité ne va pas sans un fractionnement des compétences: les exécutifs communautaires et le gouvernement central se partagent les responsabilités.

C'est un handicap pour les formations assurées sous compétences communautaires, la sanction des études par diplôme restant du domaine national.

Toutefois, il ne faut pas grossir les inconvénients: la RFA salue, elle aussi, les responsabilités au niveau des *Länder* et au niveau fédéral. La formation y est d'une efficacité reconnue, notamment dans un très récent rapport du Bureau international du Travail.

La diversité ne présente d'ailleurs pas que des handicaps. Elle permet les comparaisons et autorise des conclusions.

Tous les gouvernements ont conçu la formation professionnelle comme une dépense sociale. Les patrons de PME, dont c'est une tradition d'accueillir des apprentis, l'ont plutôt considérée comme un investissement. La qualification des travailleurs recrutés pose problème. Nous avons appris, à la Journée des entreprises, le 6 juin 1985, c'est donc tout récent, que « 40 p.c. des entreprises occupant moins de cent travailleurs attribuent leurs difficultés de recrutement au manque de qualification des candidats. Pour les entreprises occupant plus de cent travailleurs, ce pourcentage grimpe à 59 p.c.!

Retenons comme premier élément d'appréciation que la préparation des jeunes aux exigences du milieu du travail est insatisfaisante.

La vie active ou, si l'on préfère, la nature de l'emploi, varie et varie vite.

Le Conseil national du Travail révélait l'année dernière que « l'industrie manufacturière représentait 30,4 p.c. de l'emploi total en 1970 contre 22 p.c. en 1983. Dans le même temps, les services commerciaux ou non commerciaux passaient de 54,1 p.c. à 67,3 p.c.

On nous assure qu'en 1995, le personnel d'atelier de General Motors représentera 25 p.c. de l'effectif... contre 47 p.c. aujourd'hui.

On pourrait illustrer de cent autres manières les transformations qui secouent l'entreprise. Faut-il s'étonner dès lors que dans ces entreprises, on estime — et, ici, je cite des témoignages significatifs — que « les programmes sont dépassés, en retard sur les évolutions technologiques et scientifiques »?

Les enseignants eux-mêmes, surtout les jeunes — les enquêtes nous le révèlent —, estiment les programmes irréalistes et déconnectés de la vie courante. Comment, dès lors, l'école pourrait-elle avec ou sans les CPMS réussir à orienter les jeunes vers les professions où ils auraient une chance d'exceller?

Il me semble donc qu'on peut retenir comme deuxième élément d'analyse que l'adaptation de l'enseignement professionnel à des besoins en évolution rapide est freinée par divers facteurs tels que le centralisme de la décision ou le statut rigide du personnel enseignant.

En effet, modifier un enseignement au gré des besoins économiques locaux, c'est compromettre l'emploi des uns — qu'on connaît bien —

pour offrir du travail à d'autres qu'on ne connaît pas! On voit dans quel sens le conservatisme naturel va trancher.

On pourrait ajouter d'autres éléments tels que l'inexistence des sessions de recyclage ou la tradition médiévale de réserve à l'égard de l'enseignement manuel. Mais il est inutile de poursuivre: nous n'épuiserions pas le sujet et nous ne déboucherions pas sur une solution pratique, puisque la solution échappe, partiellement du moins, aux compétences du gouvernement central.

Il arrive régulièrement qu'un grand problème suscite la création d'un commissariat royal.

L'adéquation de l'enseignement professionnel aux besoins des entreprises postule des réformes qui pourraient être accélérées par l'usage des pouvoirs spéciaux, surtout si, conformément aux conclusions du Cedefop, nous accentuons la symbiose entre l'école et l'entreprise, si nous adaptons l'assiette fiscale de l'entreprise, si nous nous orientons vers une formule d'embauche occasionnelle — à des fins éducatives — des ouvriers, des techniciens, des cadres expérimentés — que la prépension ou le chômage ont démobilisés trop tôt, si nous organisons enfin l'enseignement professionnel en y privilégiant une approche pratique, en synergie constante avec le milieu de travail.

Si nous voulons, dans un même regard, embrasser l'enseignement professionnel et la formation professionnelle, il faudra bien chercher un accord avec les communautés. C'est une matière où l'entente et l'harmonisation sont possibles. Elles pourraient être réalisées si la constitution du commissariat royal à l'enseignement et à la formation professionnels était décidée en concertation, si, à côté du commissaire royal, des représentants des communautés étaient invités à formuler, avant l'expiration du délai d'habilitation du gouvernement, des propositions concrètes pour revaloriser la formation professionnelle des jeunes.

Je crois le moment venu de rappeler la conclusion de David Freedman, spécialiste de ces questions au Bureau international du Travail: « Le chômage des jeunes ne peut être dissocié de la crise générale de l'emploi qui sévit dans le monde actuel. La mise au point de programmes spéciaux d'emploi pour les jeunes ne remplace pas une saine politique au niveau macro-économique et industriel, ni l'évolution structurelle nécessaire. »

C'est sur cette citation que je veux conclure: la santé de notre politique économique et industrielle dépendra pour longtemps de l'usage que vous ferez des pouvoirs spéciaux que vous sollicitez. C'est pourquoi, monsieur le Premier ministre, monsieur le ministre, je vous souhaite d'en faire un excellent emploi. Nous avons besoin de la détermination et du courage de votre gouvernement. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — La parole est à M. Desmarests.

M. Desmarests. — Monsieur le Président, voici la fin, monsieur le Premier ministre, de ce que j'appellerai, votre marathon parlementaire.

Depuis deux mois, le gouvernement attend d'avoir enfin les pouvoirs nécessaires à son action: je dis « enfin » car nous n'avons que trop perdu de temps à agir dans le domaine essentiel qui retient maintenant notre attention, à savoir les difficultés budgétaires et financières.

Pour ma part, je regrette que cinq mois se soient déjà écoulés depuis les élections et quatre mois depuis la constitution de ce gouvernement sans que celui-ci puisse agir. Connaissant le tempérament du Premier ministre, je crois pouvoir affirmer que sa patience a été mise à rude épreuve.

Ces pouvoirs spéciaux, nous les voterons car nous avons la certitude qu'ils sont nécessaires et urgents, essentiellement pour des raisons évidentes d'ordre financier. Comment peut-on encore s'interroger sur la nécessité d'une action rapide et en profondeur? Dois-je encore rappeler, car d'autres l'ont déjà fait avant moi et en d'autres occasions, que nos cinq mille milliards de dettes représentent plus d'une année de produit national brut? Ainsi, chaque Belge devrait consacrer une année de travail pour apurer cette dette qui nous place parmi les pays les plus endettés du monde et, en tout cas, parmi ceux qui ont les charges les plus lourdes à supporter.

Notre dette extérieure, qui s'élève à environ 20 millions de dollars, nous situe parmi la quinzaine de pays certes les plus endettés, mais qui ont des raisons de l'être; je vise ceux en voie de développement.

Notre solde net à financer, encore de 12 p.c., est largement supérieur à la moyenne européenne qui était de 7 p.c. et qui, actuellement, a été ramenée à 5 p.c., M. de Wasseige l'a rappelé très justement samedi lors de son intervention.

Le gouvernement Martens V a déclaré souhaiter atteindre, en 1982, un déficit annuel de 200 milliards. Or, il est actuellement de plus de 600 milliards!

L'objectif que s'était fixé le Premier ministre en 1985, de ramener le solde net à financer à 7 p.c. a été reporté à 1987.

Même si nous parvenons à atteindre ce niveau de 7 p.c., nous dépassons toujours le solde net à financer d'autres pays.

Dois-je rappeler que la France socialiste avait atteint le niveau de 3 p.c., considéré comme intolérable?

Il est, dès lors, vous en conviendrez, important et urgent d'agir et de bien agir, vite et fort.

M. Pécriaux. — C'est la troisième fois qu'on nous le fait croire.

M. de Wasseige. — C'est là que cela ne va plus!

M. Desmarests. — C'est à ce niveau que se trouve la justification absolue des pouvoirs spéciaux demandés par le gouvernement.

Il faut agir rapidement, ai-je dit, car trop de temps a d'ores et déjà été perdu.

Je suis le rapporteur du projet sur les crédits provisoires que nous serons appelés à voter demain. Je me bornerai aujourd'hui à y faire allusion. Mais ceux qui ont participé aux travaux en commission des Finances, se rappelleront que tant la majorité que l'opposition ont reconnu que c'était énerver le contrôle parlementaire que de recourir aux crédits provisoires pour les Voies et Moyens, c'est-à-dire les recettes de l'Etat. Du train où vont les choses, peut-être serons-nous amenés, en ce qui concerne le budget des dépenses, pour certains secteurs en tout cas, à solliciter à nouveau des crédits provisoires supplémentaires allant jusqu'au 30 juin, voire jusqu'au 10 octobre.

C'est là une raison parlementaire supplémentaire pour exiger qu'on agisse rapidement.

Il le faut également pour une troisième raison: au fur et à mesure que les mois passent, notre situation se détériore. Dois-je rappeler que notre dette publique a augmenté de plus de 90 milliards en janvier, de plus de 70 milliards en février et que, compte tenu de l'évolution de la situation, il deviendra de plus en plus difficile de la contrôler?

J'ajoute que, dans notre budget de la dette publique, ne figure aucun remboursement, mais uniquement le paiement de charges d'intérêts. La dette est donc loin de diminuer.

Contrairement à certains pouvoirs subordonnés qui remboursent leurs dettes, l'Etat n'effectue plus aucun remboursement. Le poids de la dette reste donc entier.

Il est donc urgent d'agir, quelle que soit l'amélioration de la situation économique et financière dans l'ensemble du monde. Le précédent gouvernement a rétabli une série d'équilibres fondamentaux: la compétitivité, dans une certaine mesure, encore qu'une détérioration se remarque depuis peu de temps; l'équilibre de la balance de paiements — la Belgique ne vit plus, à présent, au-dessus de ses moyens; un certain équilibre financier dans les entreprises, élément capital pour pouvoir répartir de l'avant, etc.

Sur deux points toutefois, le chômage et les finances publiques, nous traînons ce double arrière-faix de la crise. Nous devons trouver une solution au chancere des finances publiques si nous voulons retrouver des moyens d'action dans le domaine du chômage.

C'est maintenant qu'il faut agir, même si ce que j'appelle « le carré magique » est en amélioration. Il est vrai que le pétrole est en chute libre et que l'échec de la réunion de l'Opep indique que nous pourrions bénéficier pendant un bon moment de cette diminution des prix. Il est exact également que le dollar a baissé et ne retrouvera pas les sommets atteints il y a un an. Il est vrai aussi que les taux d'intérêt baissent, fait essentiel pour la santé et la compétitivité de notre économie et la reprise du secteur de la construction. C'est bien plus important que les taux de TVA pour l'investissement dans l'entreprise, et donc pour l'emploi. On ne peut nier que l'inflation a sérieusement baissé dans tous les pays et que son taux pourrait se rapprocher de plus en plus de zéro ou, en tout cas, de 1 p.c., dans notre pays comme dans d'autres.

Tout cela indique une amélioration fondamentale de nos économies et, plus singulièrement, le rétablissement des grands équilibres. De ce fait, la population jouit d'un pouvoir d'achat supplémentaire, bienvenu après des années d'austérité; un certain niveau de consommation intérieure est donc rétabli.

Il ne faut pas écouter — j'insiste sur ce point — les chants de sirène de ceux qui, profitant de cette amélioration proposent de remettre à plus tard le rétablissement de l'équilibre budgétaire qui leur paraît pouvoir se produire sans effort.

Pour toutes les raisons que j'ai données tout à l'heure, et notamment le fait que notre dette publique s'auto-alimente puisque nous ne remboursions rien mais payons simplement les charges d'intérêt, j'affirme qu'il faut agir vite et fort.

Votre déclaration gouvernementale, monsieur le Premier ministre, le dit plus clairement que la précédente — la marge de manœuvre est donc réduite —: il ne peut être question d'alourdir encore la charge fiscale et parafiscale, dont chacun sait qu'elle est, après la Suède, la plus élevée du monde. Tout Belge, quel qu'il soit, à quelque niveau de revenu qu'il se situe, estime qu'il en a fait assez de ce côté-là. C'est d'allègement qu'il faut parler, ce que nous avons d'ailleurs fait dans la loi que nous avons votée sous la précédente législature. C'est donc la loi dure, difficile, impopulaire, ingrate, de la réduction des dépenses publiques qu'il faut envisager. N'oublions pas qu'en Belgique, le taux des dépenses publiques par rapport au PNB a dépassé les 60 p.c., ce qui nous place parmi les pays d'Europe occidentale où l'intervention des pouvoirs publics est la plus élevée. Dans le pays le moins communiste — ou le plus libéral — de l'Europe de l'Est, la Hongrie, l'intervention des pouvoirs publics atteint 64 p.c. La différence, de 4 p.c., est bien mince.

Je suis persuadé qu'il est possible, sans toucher au niveau social fondamental de notre pays et aux aides économiques nécessaires, de limiter ce taux d'intervention. Je vous citerai un seul exemple: en 1983, nous avons accordé 330 milliards d'aide aux entreprises et en 1984, le chiffre le plus récent dont nous disposons fait état de 374 milliards. Vous serez d'accord avec moi pour admettre qu'il doit exister des moyens de réduire raisonnablement ce chiffre de manière à ramener le déficit public à un niveau convenable.

M. Basecq, premier vice-président, prend la présidence de l'assemblée

Je pense, monsieur le Premier ministre, qu'il est temps d'agir maintenant. N'y voyez aucune critique mais, en attendant l'obtention des pouvoirs spéciaux, vous vous êtes un peu conduit comme les marmottes qui hibernent au chaud. Il est maintenant indispensable d'agir pour crever enfin l'abcès de nos finances publiques et s'atteler au problème primordial du chômage.

Un sondage de ce jour confirme mes propos. Considérez-le comme un avertissement supplémentaire.

M. Van In. — L'état de grâce n'est plus!

M. Desmarests. — Vous avez été confirmé le 13 octobre pour mener une certaine politique. Nous sommes à la fin mars et la population attend que vous agissiez dans le respect des équilibres, de la justice sociale et de la capacité contributive de chacun.

Vous êtes maintenant au pied du mur.

Nous connaissons les propositions qui ont été notamment rassemblées par le ministre du Budget et nous avons confiance en vous, monsieur le Premier ministre. Vous avez une responsabilité énorme à l'égard de la majorité qui va, une fois de plus, dans les prochains jours, vous donner sa confiance. Nous savons que vous allez agir et que nous connaissons avant la fin du mois d'avril l'essentiel de vos mesures pour le budget de 1986 et celui de 1987. Nous vous jugerons « sur pièce ». C'est le contrat qui nous lie et je sais que vous acceptez cette règle. Personnellement, j'ai confiance, je le répète, dans vos capacités d'action qui n'ont malheureusement que trop tardé à se manifester.

La crise financière grave que connaît notre pays est le résultat de politiques antérieures dans lesquelles chacun d'entre nous a une part de responsabilité.

Nous ne voyons pas de solutions de rechange. C'est donc à une grave crise de régime que nous assisterions si votre gouvernement ne devait pas réussir.

Je suis cependant persuadé que votre intention est bien de réussir, ainsi que vous nous le confirmerez sans doute dans quelques instants. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. le Président. — La parole est à M. Boël.

M. Boël. — Monsieur le Président, pourquoi les pouvoirs spéciaux? Que faire de ceux-ci?

Dans une économie actuellement chahutée, imprévisible, la doctrine du management performant peut se résumer comme suit: le chef d'entreprise reçoit instruction d'établir un programme, une stratégie qu'il met au point, il le fait approuver par son conseil d'administration qui lui donne les moyens et les pouvoirs de l'exécuter; il agit; il dirige vite et efficacement; il fait rapport à intervalles réguliers; la comptabilité vérifie ce qu'il fait; s'il réussit, il reçoit approbation, sinon, la direction est changée.

M. Leemans reprend la présidence de l'assemblée

Je considère que la Belgique est un petit pays à l'intérieur du monde économique de la Communauté. Toutes ces contraintes font que, comme une entreprise, la Belgique doit être performante. Par conséquent, il lui faut une direction efficace, rapide.

La situation financière belge est excessivement mauvaise. Nous ne pouvons pas employer, aujourd'hui, les méthodes parlementaires qui furent mises au point au XIX^e siècle. Il faut un programme. Vous êtes venu nous le présenter. Nous l'avons approuvé. Vous avez fixé des objectifs précis. Vous nous demandez des pouvoirs spéciaux bien délimités. Vous nous ferez rapport et vous nous demanderez, à intervalles réguliers, notre approbation.

J'estime que le Parlement est là pour légiférer, pour contrôler, pour approuver ou pour renvoyer. Le gouvernement est là pour agir et gouverner.

Une réaction rapide s'impose, mais aussi un contrôle financier tout aussi rapide, et donc, une accélération du contrôle de la Cour des comptes.

Les pouvoirs spéciaux, pour quoi faire? Pour ma part, je vois deux objectifs fondamentaux: la lutte contre le chômage, la résorption du déficit des finances publiques.

Le déficit des finances publiques, c'est la différence entre les dépenses et les recettes.

Il faut diminuer les dépenses, vigoureusement et à bon escient. Il faut restructurer et élaguer. Quand un arbre est malade, on l'élague d'abord pour que les nouvelles pousses puissent reprendre. Il faut dépenser pour atténuer les heurts, les conséquences sociales et humaines de cette restructuration, mais il faut surtout aider les entreprises qui se développent, qui ont de l'avenir. Il faut cesser d'accorder des subsides aux canards boiteux, aux entreprises en voie de disparition. Il faut du réalisme, du courage, de la détermination.

On peut également relever les recettes, mais non la fiscalité, car c'est une clef de voûte. Comment le faire? En augmentant la base fiscale, c'est-à-dire l'activité économique.

Comme le soulignait notre collègue, M. Desmarts, nous connaissons des circonstances économiques particulièrement favorables. L'inflation est contrôlée et presque inexistante. Le dollar est en baisse et c'est dans cette devise que nous achetons nos matières premières et notre énergie. La plus grande partie de nos ventes extérieures s'opèrent en devises européennes. Le prix du pétrole est en baisse et se répercute sur le coût de l'énergie. Tout cela débouche sur une baisse des taux d'intérêt maintenant concertée entre les grands pays hautement industrialisés.

On peut donc augmenter l'activité sans augmenter l'inflation. Augmenter l'activité, c'est augmenter l'emploi. Augmenter l'activité doit se faire sans augmenter les dépenses, compte tenu du déficit des finances publiques. Est-ce possible? Je le crois. Pour un chef d'entreprise, la priorité des priorités, c'est vendre. Pour augmenter son chiffre d'affaires, il doit vendre plus. On ne peut produire que ce qu'on peut vendre. La Belgique est une entreprise qui, pour bien vendre, doit être compétitive. Vous avez raison d'insister sur l'importance de ce facteur de compétitivité salariale qui représente 60 p.c. du coût. Mais la compétitivité est également fonction du dynamisme, de la créativité, du risque encouru par l'entreprise. C'est le fait d'investir, d'attirer des investissements étrangers. Pour cela, il faut un climat favorable. On ne peut faire pousser des salades dans le désert, il faut de l'eau et un sol favorable; la chose la plus importante pour votre gouvernement est de créer ce climat favorable et, tout d'abord, pour tous ceux qui conduisent les entreprises au combat, c'est-à-dire les cadres, les techniciens et les ouvriers hautement qualifiés.

Or, la fiscalité des cadres est, aujourd'hui, aberrante. Elle est supérieure à celle de tous nos proches voisins. Il faut également créer la compétitivité fiscale. En portant le taux marginal maximum à 50 p.c., ce qui coûterait 8 milliards⁹ de francs au budget de l'Etat, mais dynamiserait tous ceux qui sont les leaders dans cette lutte pour l'augmentation du chiffre d'affaires de la Belgique.

Il faut investir et attirer des investissements belges et étrangers, seule source de création d'emplois.

Que nous reprochent les investisseurs étrangers quand ils font une comparaison entre les différents pays auxquels ils peuvent s'adresser? La fiscalité des cadres est leur premier reproche. C'est le coût que doit consentir la société étrangère qui installe un cadre étranger en Belgique pour lui maintenir un revenu net comparable.

La contrainte sur l'emploi est leur deuxième reproche car on ne trouve pas en Belgique, en cette matière, assez de flexibilité. En cas d'échec, les possibilités de licenciement sont nulles. La longueur des préavis des employés et des cadres dépasse l'imagination.

En plus, il y a des obligations qu'on nous a faites à certains moments d'embaucher inutilement.

Troisième contrainte insupportable pour l'investisseur étranger: la réduction obligatoire du temps de travail, le manque de flexibilité dans ce domaine. Travailler moins pour produire plus est, pour l'étranger comme pour moi, idiot.

Il faut abandonner, en matière d'emploi, une politique d'autorité et d'incantation. Il faut créer ce climat dans lequel l'entreprise a envie de se développer.

Existe aussi la nécessité de la liberté des prix, afin que ceux-ci ne doivent répondre qu'à la réalité du marché.

Il faut encore que la fiscalité des sociétés ne soit pas plus contraignante que celle de nos partenaires à l'intérieur de la Communauté. De nouveau, une compétitivité fiscale des sociétés.

Pour le reste, les investisseurs étrangers sont très favorables. Ils apprécient la productivité de la Belgique, la qualité de son travail et de sa formation, sa situation géographique inégalée au centre de l'Europe, son débouché sur la mer, ainsi que ses réseaux d'autoroutes, de chemins de fer et de canaux.

Je crois, monsieur le Premier ministre, que les pouvoirs spéciaux sont une absolue nécessité aujourd'hui. Pour moi, c'est la seule façon de gouverner avec efficacité dans ce monde moderne. Mais il faut que vous les utilisiez pour créer le climat favorable, pour accroître l'activité économique, industrielle, commerciale. Seul le dynamisme de tous peut résoudre simultanément le déficit des pouvoirs publics et du chômage. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de Eerste minister.

De heer Martens, Eerste minister. — Mijnheer de Voorzitter, ik neem mij voor op het einde van deze algemene bespreking te antwoorden op de verschillende betogen in het institutionele kader en straks, bij de behandeling van artikel 1, 1^o, dat handelt over de competitiviteit en de werkgelegenheid, meer bepaald in te gaan op de sociale en economische aspecten. Ik zal pogen op het essentiële van iedere interventie te antwoorden in het kader van de bespreking van het ontwerp van wet.

Dit is een belangrijke bespreking geworden. Ik herhaal wat ik in de commissie heb gezegd: het debat in de Senaat heeft niet zozeer een partijpolitiek karakter, het heeft een meer algemeen en meer technisch karakter, in de goede betekenis van het woord. Ik meen dat terecht over de werking van onze instellingen op een bezonnen wijze een aantal aspecten zijn aangeraakt die ons aller aandacht verdienen, en die met grote competentie in het verslag werden opgenomen.

Verwacht van mij geen vuurwerk. Ik heb onlangs gelezen, naar aanleiding van de publicatie van een nieuwe editie van het boek van professor Luyckx over de politieke geschiedenis van België dat degenen die spektakel maken er wel in slagen misschien dagelijks of wekelijks in het nieuws te komen maar dat ze daardoor niet noodzakelijk in de geschiedenis komen. Ik meen dat hetgeen hier werd gedaan inderdaad de basis kan zijn van een aantal belangrijke hervormingen in de werking van onze parlementaire instellingen.

Laten wij terugkeren naar de problematiek van de bijzondere machten. Ik wil eerst hulde brengen aan de rapporteurs, de heren Harry en Van houtte, voor hun bij uitstek synthetisch verslag dat voor degenen die zullen worden geconfronteerd met de toepassing van deze wetgeving veel bruikbaar is dan een chronologisch verslag.

Je voudrais tout d'abord, en répondant à M. Lallemand, revenir sur la question de base de la problématique des pouvoirs spéciaux.

Comme je l'ai dit en commission, la problématique des pouvoirs spéciaux peut être située dans le cadre de l'examen du fondement juridique du pouvoir réglementaire du Roi. Les arrêtés de pouvoirs spéciaux sont des actes réglementaires du Roi.

Ce pouvoir réglementaire du Roi peut être fondé directement sur une disposition constitutionnelle. Ainsi, il est admis que certaines dispositions constitutionnelles, qui confient certaines matières au Roi, impliquent tacitement le pouvoir de promulguer des règles générales et abstraites en la matière. Il s'agit, en l'occurrence, de ce qu'on appelle « le pouvoir réglementaire autonome du Roi », notamment sur la base des articles 29 et 66 de la Constitution. L'article 67 de la Constitution confère également — mais cette fois-ci explicitement — le pouvoir de faire les règlements et arrêtés nécessaires à l'exécution des lois. L'exercice de ce pouvoir réglementaire, attribué directement par la Constitution, est subordonné à l'existence préalable de lois à exécuter. La loi est alors l'objet du pouvoir réglementaire du Roi.

Mais il a été admis que le pouvoir réglementaire du Roi peut aussi trouver un fondement indirect dans la Constitution. L'article 78 de la Constitution dispose que le Roi n'a d'autres pouvoirs que ceux que lui attribuent formellement la Constitution et les lois particulières portées en vertu de la Constitution même. La loi peut, dès lors, être également la source du pouvoir réglementaire du Roi.

Monsieur le Président, chers collègues, vous savez que, sur la base des arrêts de la Cour de cassation, ainsi que de la doctrine et de la jurisprudence, le Conseil d'Etat, depuis son avis précédant la loi du 2 février 1982, a admis que les pouvoirs spéciaux peuvent être basés sur l'article 78 de la Constitution.

Maar het specifieke kenmerk van een wet die op basis van artikel 78 van de Grondwet wordt uitgevaardigd om aan de verordenende macht van de Koning de bevoegdheid te geven om bestaande wetgevende bepalingen te wijzigen, op te heffen of aan te vullen, is dat in die wetten uitdrukkelijk de bepaling moet worden opgenomen dat de Koning moet voldoen aan een aantal procedurevoorwaarden en onder meer niet kan treden buiten de habilitatie die door de wetgever wordt gegeven.

In tegenstelling tot wat men de « besluitwetten » heeft genoemd, zijn besluiten vastgesteld op basis van een bijzondere-machtenwet geen wetgevende akten, maar besluiten die wezenlijk hun verordenend karakter behouden. Zij kunnen bijgevolg, zolang zij niet bekrachtigd zijn door de wet, op grond van artikel 107 van de Grondwet aan de machtigingswet worden getoetst — dat is een eerste toetsingsmogelijkheid — evenals aan bepaalde wetten die met de machtigingswet moeten worden gecombineerd, alsook aan de normen die in de hiërarchie van de normen een hogere plaats innemen bij internationale overeenkomsten. Dat zal een van mijn antwoorden zijn aan mevrouw De Pauw wanneer zij andermaal, hier in openbare vergadering zoals in de commissie, het woord zal voeren in verband met de Europese richtlijn over de gelijke behandeling van mannen en vrouwen.

Het antwoord zit voor een heel belangrijk deel vevat in het feit dat de bijzondere-machtenbesluiten, hoe dan ook, moeten worden getoetst aan juridische normen die hoger zijn dan de louter wettelijke normen en die in ieder geval ook naast de habilitatiewet moeten worden geëerbiedigd bij het opstellen van de bijzondere-machtenbesluiten. Dat geldt a fortiori voor grondwettelijke bepalingen. Dat is het antwoord dat zal worden gegeven op de amendementen, onder meer op het amendement van de heer Verschuere, die voorstelt dat uitdrukkelijk zou worden verwezen naar bepaalde grondwettelijke bepalingen in verband met het onderwys.

Het is vanzelfsprekend dat de bijzondere-machtenbesluiten niet alleen moeten beantwoorden aan de habilitatie die in deze bijzondere-machtenwet wordt gegeven, maar dat deze bijzondere-machtenbesluiten ook in overeenstemming moeten zijn met grondwettelijke bepalingen zoals met internationale normen die bij ons rechtskracht hebben, zoals de richtlijnen van de Europese Gemeenschap en dat, om terug te komen tot het uitgangspunt van mijn redenering, de rechter op basis van artikel 107 van de Grondwet bijzondere-machtenbesluiten kan vernietigen die in strijd zijn met internationale normen, die in strijd zijn met de Grondwet of die in strijd zijn met bepalingen van de bijzondere wet van 8 augustus

1980 of die zonder voldoende habilitatie in de bijzondere-machtenwet zouden zijn genomen.

Il est également important — et c'est le point qui nous divise, monsieur Lallemand — d'attirer à nouveau l'attention sur le fait que les pouvoirs spéciaux ne peuvent être attribués pour toute une législature. Je commente ainsi très concrètement l'avis du Conseil d'Etat. Celui-ci a indiqué qu'un des éléments essentiels de la procédure des pouvoirs spéciaux consiste dans le fait que, non seulement les matières pour lesquelles ils peuvent être utilisés doivent être définies dans la loi d'habilitation, mais également que le facteur « temps » est essentiel.

Le Conseil d'Etat a donné une contre-indication. Pour illustrer son argumentation, il a donné l'exemple de l'impossibilité d'attribuer au Roi des pouvoirs spéciaux pour toute la durée d'une législature.

M. Collignon. — M. Boël voudrait vous les attribuer pour toute la législature.

M. Martens, Premier ministre. — M. Boël n'est pas le Conseil d'Etat et inversement.

M. Collignon. — Heureusement!

M. Martens, Premier ministre. — Résumons-nous donc en disant que la limitation dans le temps est un des éléments essentiels de cette procédure exceptionnelle.

Je ne suis pas d'accord sur les exemples qui ont été donnés. En effet, dans le projet de loi en discussion il est indiqué trois délais, selon les matières.

Il est vrai que si la loi est adoptée cette semaine, nous disposerons des pouvoirs spéciaux pour une durée de neuf mois et de douze mois en ce qui concerne les matières budgétaires.

Le délai maximum pour la concertation sociale, dans l'éventualité d'une absence d'accord interprofessionnel pour le 31 juillet au plus tard, sera de cinq mois, moins un jour d'ailleurs, mais laissons pour l'instant cet aspect technique. Les pouvoirs spéciaux ne pourront être utilisés qu'à partir du 2 août et jusqu'au 31 décembre de cette année.

Quant aux autres matières — je pense à l'emploi, aux secteurs nationaux —, le délai maximum sera de neuf mois, puisque les pouvoirs spéciaux expirent, dans ce domaine en tout cas, le 31 décembre 1986.

Après avoir évoqué l'élément essentiel qu'est la limitation dans le temps, j'aborderai un autre élément, à savoir le fait que les pouvoirs spéciaux ne peuvent être attribués au Roi ou en tout cas certains pouvoirs spéciaux, que dans des circonstances exceptionnelles. Celles-ci sont définies par les Chambres législatives. Il s'agit d'un élément d'appréciation politique, de savoir si ces circonstances exceptionnelles existent.

Je voudrais répondre à M. Lallemand en lui disant ceci: nous n'avons jamais nié que la situation au début de 1986 est, heureusement, autre après quatre ans d'action gouvernementale!

Quelle était la situation au début de l'année 1982? Le gouvernement se trouvait confronté à une situation de handicap de nos entreprises, handicap d'environ 10 p.c. lorsqu'on les comparait à la concurrence dans la Communauté européenne ou aux principaux partenaires commerciaux.

Dès lors, une des premières mesures prises par le biais des pouvoirs spéciaux devait consister à éliminer le plus rapidement possible cet handicap du pouvoir de concurrence et de restaurer la compétitivité. C'est ce que nous avons fait.

J'attire l'attention sur le fait que le gouvernement précédent n'a commencé à agir qu'après avoir obtenu les pouvoirs spéciaux, à la suite d'un long et pénible débat, surtout à la Chambre. Nous avons entamé les discussions en commission entre la Noël et le Nouvel An et, le 2 février 1982, la loi était votée.

La première semaine déjà, nous avons pris le fameux « premier train » d'arrêtés de pouvoirs spéciaux, dont un prévoyait l'abaissement du taux de la TVA dans le secteur de la construction de 17 à 6 p.c., et d'autres mesures, relativement populaires.

M. de Wasseige. — L'abaissement de la TVA sur l'or!

M. Martens, Premier ministre. — Je ne suis pas certain que le premier train de mesures que nous prendrons après la promulgation de la présente loi sera aussi populaire.

Lors du week-end du 22 février 1982, au cours duquel nous avons décidé la dévaluation du franc belge, nous avons pris, ce qui était important, une série de mesures d'accompagnement qui étaient nécessaires pour faire réussir cette dévaluation, ce qui nous a permis d'éliminer 8,5 p.c. du handicap de nos produits à l'exportation. Ces mesures devaient faire en sorte que cette opération ait tous les effets bénéfiques possibles compte tenu de la situation économique de notre pays. Le Parlement a vécu de longs et pénibles débats, mais l'opinion publique se rendait compte de l'enjeu de la lutte que nous menions.

La discussion actuelle — c'est heureux en un certain sens — a été plus calme, plus sereine, mais elle a duré plus longtemps. Je ne m'en plains pas, mais je comprends l'impatience de l'opinion publique, impatience qui apparaît dans les sondages. J'en ferai d'ailleurs état dans ma conclusion.

L'essentiel est que la situation économique se soit beaucoup améliorée sur le plan de la compétitivité, de l'inflation et même du chômage et de l'emploi.

Nous avons pu réaliser un effort budgétaire de 6,4 p.c. — dont environ 3,8 p.c. d'assainissement et le restant en recettes nouvelles — en termes de produit national brut, dont 3 p.c. ont été malheureusement « mangés » par l'augmentation des charges d'intérêt, de sorte que le solde net en ce qui concerne l'assainissement budgétaire s'est réduit à 3,4 p.c.

Si la situation économique et budgétaire s'est améliorée fondamentalement, si notre pays ne vit plus au-dessus de ses moyens, si le solde de notre commerce extérieur, qui était négatif à concurrence de 3,5 p.c., est devenu positif pour l'économie dans son ensemble, l'Etat est néanmoins resté pauvre.

J'ai écouté avec beaucoup d'attention l'intervention de M. de Wasseige et, entre autres, ses conclusions: les particuliers ont augmenté leurs économies, les entreprises ont amélioré leur situation financière, mais l'Etat s'est appauvri et il connaît toujours de gros problèmes sur le plan budgétaire. C'est évidemment pour assainir cette situation, qualifiée de circonstances exceptionnelles, que nous demandons des pouvoirs spéciaux et non parce que nous n'avons rien fait.

Des études internationales prouvent que nous avons obtenu des résultats en ce qui concerne la compétitivité et d'autres également, modestes mais réels, dans le domaine du chômage et de l'emploi. J'aurai l'occasion de revenir sur ce point.

Même si l'épargne a augmenté et si, après les efforts de modération, la situation des particuliers et surtout des entreprises s'est réellement améliorée, l'Etat est resté pauvre et connaît nécessairement d'angoissants problèmes budgétaires.

Pour assainir pareille situation, il importe de recourir à des procédés exceptionnels, en l'occurrence, les pouvoirs spéciaux. C'est d'ailleurs leur raison d'être.

C'est également dans cette optique que nous demandons une habilitation en matière d'emploi, domaine resté très préoccupant.

Si nos opinions divergent quant aux moyens à employer, monsieur Lallemand, j'ai cependant beaucoup apprécié la courtoisie qui a présidé au présent débat. Je n'aborderai pas les aspects extrêmement techniques sur le plan juridique dans la discussion générale. Toutes les garanties, sur lesquelles je reviendrai, ont été données au cours de cette longue discussion, en concertation avec les chefs de groupe de la majorité, pour affiner les conditions dans lesquelles les pouvoirs spéciaux peuvent être utilisés.

Néanmoins, un point de vue divergent fondamental demeure entre la majorité et l'opposition. Il réside dans le fait que la majorité accepte — du moins, je l'espère — pour assainir cette situation budgétaire, d'agir rapidement dans des matières extrêmement complexes et de recourir, pour ce faire, à l'instrument indispensable, les pouvoirs spéciaux, limités dans le temps ainsi qu'en ce qui concerne leur objet et assortis de garanties d'ordre parlementaire qui feront en sorte que le dernier mot reviendra au Parlement. Nous avons, en effet, accepté la confirmation avec possibilité d'amender les arrêtés de pouvoirs spéciaux qui seront soumis au Parlement.

Cette confirmation est indispensable pour que le premier train d'arrêtés de pouvoirs spéciaux, en matière budgétaire, soit maintenu.

Ces arrêtés seraient abrogés le 31 décembre si le Parlement n'acceptait pas de les confirmer et de les transformer, en quelque sorte, en normes législatives ayant force de loi.

Cette procédure de confirmation, monsieur Lallemand, sera accompagnée d'un débat contradictoire public, à l'automne, avec possibilité

d'amendements. Ce changement fondamental au niveau de la procédure permettra donc au Parlement non seulement de confirmer en bloc ces différents arrêtés, mais d'engager, s'il le souhaite, une discussion approfondie avec dépôt éventuel d'amendements.

Le Parlement, en agissant ainsi, non seulement cautionne l'action du gouvernement, mais fait de ces actes réglementaires des textes législatifs ayant, je le répète, force de loi. C'est l'objet fondamental de la discussion entre la majorité et l'opposition.

La doctrine, la jurisprudence et le Parlement ont d'ailleurs accepté que les pouvoirs spéciaux soient basés sur l'article 78 de la Constitution.

Ik kom nu tot de uiteenzetting die de heer Chabert hield namens de CVP-Senaatsfractie.

De heer Luyten. — Met al zijn restricties tegen uw volmachten.

De heer Martens, Eerste minister. — U was er niet toen de heer Chabert gesproken heeft, mijnheer Luyten. U kan er dus niet over meespreken, tenzij van horen zeggen. (*Applaus op de banken van de CVP.*)

Ik wil hier niet in herhaling vallen. Ik vond de beschouwingen van de heer Chabert over de hervorming van de parlementaire instellingen zeer interessant, maar ik wil vandaag trachten te antwoorden op de essentiële vraag van elke spreker. In de uiteenzetting van de heer Chabert was dat, mijns inziens, de volgende: in welke mate zal de regering het engagement dat ze in het regeerakkoord is aangegaan inzake de relatie tussen de Rijksmiddelenbegroting en het gebruik van bijzondere-machtenbesluiten, na het goedkeuren van dit wetsontwerp, kunnen honoreren?

In het regeerakkoord werd in het hoofdstuk over de overheidsfinanciën het volgende gezegd: « Het geheel van de beslissingen nodig voor de begrotingsaanerking van de jaren 1986 en 1987 zal medegedeeld worden aan het Parlement in de algemene toelichting bij de begroting van Ontvangsten en Uitgaven voor het begrotingsjaar 1986. Zij zullen technisch uitgewerkt worden vóór einde juli 1986. »

Hoe zal de regering nu te werk gaan? Normaal wordt de Rijksmiddelenbegroting opgesteld op het einde van de maand juli. Bij die gelegenheid wordt er dan een hele reeks politieke beslissingen genomen om de cijfers te kunnen waarmaken. Men legt dus niet alleen de cijfers van uitgaven en van ontvangsten vast, maar de voorbije tien jaar besliste men terzelfder tijd ook over een aantal besparingsmaatregelen die nodig zijn om de vooropgestelde doelstellingen te bereiken. Deze maatregelen worden gewoonlijk gerealiseerd door een programmawet. Wij hebben nu beslist die onvermijdelijke saneringsmaatregelen, die gepaard gaan met de uitvoering van de begroting, niet uitsluitend maar toch voor het grootste stuk te realiseren via bijzondere-machtenbesluiten. Om effect te hebben, moeten deze besluiten echter worden genomen vóór 31 juli van dit jaar.

Men heeft dus, enerzijds, de politieke beslissingen met betrekking tot de Rijksmiddelenbegroting en de te nemen saneringsmaatregelen en, anderzijds, de uitvoering van deze beslissingen via de bijzondere-machtenbesluiten en de programmawet, die wij samen met de Rijksmiddelenbegroting zullen indienen. Wij hebben immers beslist geen bijzondere-machtenbesluiten te treffen op het vlak van de fiscaliteit. Besparingen in het domein van de fiscale uitgaven zullen dus gebeuren via een normaal wetsontwerp, dat samen met de Rijksmiddelenbegroting zal worden ingediend.

Bij de discussie over de bijzondere-machtenprocedure werden een hele reeks waarborgen vastgelegd voor het Parlement. In dit verband rees ook de vraag of het Parlement kennis zou krijgen van de verschillende maatregelen die zullen worden genomen met het oog op de begroting 1986-1987, vooraleer er in het geheel van de begrotingsoperatie beslissingen worden uitgevoerd. Het antwoord op deze vraag is positief. Wanneer de regering in april uit het begrotingsconclaaf zal komen, zal zij onmiddellijk en in eerste instantie aan het Parlement die beslissingen mededelen.

Het is niet onze bedoeling twee debatten over de Rijksmiddelenbegroting te houden. Maar het is toch ondenkbaar een persconferentie te geven, zoals dat einde juli na het opstellen van de Rijksmiddelenbegroting gebeurt, en het Parlement daarbij te miskennen. Wij zullen de documenten met de beslissingen mededelen aan Kamer en Senaat, bijvoorbeeld aan de commissie voor de Financiën. Dat lijkt mij de geëigende werkwijze. De oppositie kan dan, mocht ze zulks willen, de regering interpelleren vóór de eigenlijke bespreking van de Rijksmiddelenbegroting. Met ons systeem heeft zij daartoe de mogelijkheid. Wij zullen dus onmiddellijk het Parlement inlichten alvorens over te gaan tot het omzetten van de beslissingen in bijzondere-machtenbesluiten, zodanig dat wij een bijkomende waarborg toevoegen aan datgene wat wij reeds in het vooruitzicht hebben

gesteld. Het Parlement zal dus perfect weten welke maatregelen zullen worden genomen in het geheel van de begrotingsoperatie 1986-1987. De minister van Begroting heeft dit vorige week in de Kamer gezegd, maar ik wou dit toch nog bevestigen naar aanleiding van dit debat.

M. Moureaux. — Cela confirme bien que l'objet des mesures à prendre en vertu des pouvoirs spéciaux n'est pas connu à l'heure qu'il est.

M. Martens, Premier minister. — Il sera connu avant que le gouvernement prenne les arrêtés de pouvoirs spéciaux.

M. Moureaux. — Ce sera trop tard. Les arrêtés de pouvoirs spéciaux ne sont pas encore soumis au vote.

M. Martens, Premier ministre. — Je parle de l'application de l'accord de gouvernement. Ne dites pas, monsieur Moureaux, que les mesures seront connues avant le vote de la loi. L'accord de gouvernement dispose que ces dernières seront connues avant que le gouvernement prenne les arrêtés de pouvoirs spéciaux. Vous allez plus loin que l'accord du gouvernement.

M. Moureaux. — C'est contraire à ce qu'exige le Conseil d'Etat.

M. Martens, Premier ministre. — Non! Nous avons indiqué aussi dans l'accord de gouvernement l'objet des matières et des règles d'assainissement budgétaire que nous allons traiter par les pouvoirs spéciaux. Nous n'avons cependant pas dit que les mesures seraient connues avant le vote de la loi, mais bien qu'elles le seront avant que le gouvernement procède concrètement à l'approbation des textes des arrêtés de pouvoirs spéciaux. D'ailleurs, monsieur Moureaux, le gouvernement ne peut pas agir sans le Parlement; c'est un principe fondamental.

Ik kom daarbij terug op de opmerking die mijn dochter zekere avond maakte, toen ik naar de Senaatscommissie ging. Zij vond het niet eerlijk dat de regering bijzondere machten vroeg. Op mijn vraag waarom, antwoordde zij dat het Parlement dan wordt uitgeschakeld. Zij geloofde dat ook nog oprecht.

De heer Wyninckx. — Ze had nog gelijk ook!

De heer Martens, Eerste minister. — Toch is het zo, mijnheer Wyninckx, dat de regering niet zal kunnen handelen zonder de medewerking van het Parlement, al is dit ontwerp goedgekeurd.

De heer Wyninckx. — Zelfs de kinderen geloven u niet meer!

De heer Martens, Eerste minister. — Het in-stand-houden van de regering door het Parlement — wat een continu proces zal worden — zal een bijzonder karakter krijgen, vermits het Parlement en de meerderheid op de hoogte zullen zijn van de verschillende concrete maatregelen die wij zullen beslist hebben en die omgezet moeten worden in reglementaire teksten die nadien kracht van wet krijgen.

Ik heb er prijs op gesteld dit hier nogmaals te bevestigen.

Een aantal concrete maatregelen, vermeld in het regeerakkoord, moeten hoe dan ook worden genomen, ook buiten de arbitrage in het kader van de begroting 1986-1987. Bovendien zijn die concreet geformuleerde maatregelen door het Parlement goedgekeurd toen het zijn vertrouwen aan de regering gaf. Die maatregelen zullen worden opgenomen in wat wij noemen de eerste trein van de bijzondere-machtenbesluiten.

J'en viens à l'intervention de M. Langendries. Il a confirmé qu'il a été tenu compte des six clauses particulières qu'il avait énumérées, comme d'ailleurs certains membres d'autres groupes de la majorité l'ont fait au cours des débats d'investiture. Le rapporteur, M. Hatry, dans son exposé, a même évoqué onze garanties. Je ne sais si je dois les répéter, qu'elles soient au nombre de six ou de onze. Ce qui est important à mes yeux, monsieur Langendries, c'est que le gouvernement et sa majorité aient réussi à affiner le système, à le compléter et, par le biais de ce que vous avez appelé des « clauses particulières », à réaliser une participation du Parlement au processus des pouvoirs spéciaux.

A la fin du mois de mars il y aura cinquante ans que M. van Zeeland, Premier ministre à l'époque, a demandé des pouvoirs spéciaux dans sa déclaration gouvernementale. Il s'en est suivi un débat de deux jours à la Chambre et d'un jour au Sénat, si mes souvenirs sont exacts. Le projet de loi sur les pouvoirs spéciaux a été adopté en même temps qu'intervenait le vote de confiance du Parlement au gouvernement.

Le Conseil d'Etat n'existait pas à l'époque et les projets d'arrêtés royaux ne pouvaient dès lors pas lui être soumis pour avis. Le gouvernement ne faisait pas non plus de communication spéciale au Parlement à cet égard.

Je ne crois pas, monsieur Henrion, qu'à l'époque on confirmait déjà les arrêtés de pouvoirs spéciaux.

Nous aurons dorénavant, en fait, quatre débats et je m'en réjouis: le débat d'investiture, le débat sur le projet de loi de pouvoirs spéciaux après avis du Conseil d'Etat, le débat sur le budget des Voies et Moyens, la matière la plus importante à régler par pouvoirs spéciaux et, enfin, à l'automne, le débat sur la confirmation des arrêtés de pouvoirs spéciaux.

Je désire aborder ce problème de manière positive et si, un jour, une majorité se dessine au Parlement pour codifier la procédure de pouvoirs spéciaux, j'en serai très satisfait. Cette possibilité, qui peut être envisagée, notamment grâce à l'apport intellectuel fourni par les membres du Parlement, constitue le solde net positif des discussions que nous avons eues plus spécialement avec les groupes de la majorité, mais aussi avec l'opposition.

Mijnheer Wyninckx, in uw kritiek hebt u gezegd dat de bijzondere machten nu wel handiger verpakt zijn, met serieuze verbeteringen, maar dat het rijpingsproces, dat zo eigen is aan het parlementair werk, ontbreekt.

Volgens mij heb ik daarstraks aangeduid dat er wel degelijk een rijpingsproces is, zeker wat het Parlement betreft. Er was het debat over de regeringsverklaring, waarin de mechanismen voor de besparingen zijn aangeduid. Nu is er het debat over dit regeringsontwerp. Binnenkort, bij het debat over de Rijksmiddelenbegroting, is discussie mogelijk over de concrete maatregelen en in de herfst, tenslotte, zal het debat worden gevoerd over de bekrachtiging van alle bijzondere-machtenbesluiten die wij tegen die tijd zullen hebben uitgevaardigd.

Uw thesis dat in die omstandigheden ook de regering de gevangene wordt van de technocraten, is niet juist.

In de eerste plaats speelt op legistisch vlak de Raad van State een belangrijke voorbereidende rol, in die mate zelfs dat wij zoals in het verleden de teksten van de Raad van State aan het Parlement zullen mededelen maar dat wij daar ook de ontwerp-tekst zullen bijvoegen zodat het Parlement zal kunnen nagaan in welke mate de regering rekening heeft gehouden met de adviezen van de Raad van State. Ook het rijpingsproces zal in het Parlement plaatsvinden in de opeenvolgende stadia die ik heb aangeduid en vooral in het ultieme stadium wanneer het Parlement zal beraadslagen over de bekrachtiging en het, indien het dat wil, bepaalde teksten zal kunnen wijzigen aangezien nu definitief uitsluitel is gegeven nopens de mogelijkheid tot amendering ter gelegenheid van de bekrachtiging.

Wat de rol van het Parlement betreft, heeft ook mevrouw Herman in haar uiteenzetting de vraag gesteld of de parlementaire democratie haar tijd heeft gehad, daarbij voorstellen formulerend om ook de parlementaire werkwijze te verbeteren. Ongeacht een aantal negatieve punten waarop in de loop van deze algemene bespreking werd gewezen en inhakend op wat u hebt gezegd, mevrouw Herman, is inderdaad ook in deze procedure door de inbreng van de fracties en van de fractievoorzitters, zowel van meerderheid als van oppositie, het bewijs geleverd dat de rol van het Parlement ook in een systeem met bijzondere machten van substantiële betekenis is en dat het werkelijk zinvol was de verbeteringen, die ook u hebt voorgesteld, in onze teksten op te nemen.

U heeft bovendien — daar kom ik straks nog op terug — in de motivatie waarom, ondanks uw bezwaren, u en uw fractie dit wetsontwerp zullen goedkeuren de wens uitgesproken dat met de verbetering van de algemene economische situatie de kans op welslagen zou verhogen. Aan het slot van uw betoeg verklaarde u dat de regering en de Eerste minister dat verdienden, maar dat ook de hele bevolking dat verdiende. U heeft inderdaad zeer belangrijke argumenten aangebracht om aan te tonen dat de meerderheid toch tot de conclusie is gekomen dat deze procedure, die een middel blijft en geen doel op zichzelf en waartegen inderdaad — ik heb daar ook moeite mee — heel wat bezwaren kunnen worden ingebracht, de geëigende, noodzakelijke en onvermijdelijke is, ook als de economische omstandigheden verbeteren — wij hopen dat dit proces zich zal bestendigen — omdat wij nu vlug moeten handelen en maximaal gebruik moeten maken van de kansen die ons worden geboden.

M. Henrion a rappelé, à juste titre, le long processus qu'il a connu voici vingt ans, alors qu'il était ministre des Finances. J'en ai moi-même des souvenirs personnels, car, à l'époque où le gouvernement Vandenberghe

Boeynants- De Clercq préparait ses pouvoirs spéciaux, j'étais membre du cabinet du Premier ministre.

Ces quatre dernières années, vous avez contribué, par votre apport intellectuel, monsieur Henrion, à une plus grande participation du Parlement. Vous avez toujours défendu la politique du gouvernement, apportant, tant par vos interventions que par vos écrits, une plus grande crédibilité au processus des pouvoirs spéciaux.

Je vous en suis très reconnaissant, d'autant que vous avez, en ce qui concerne le contenu du projet, souligné les éléments essentiels selon vous : l'accroissement des garanties; le fait que c'est le moment où jamais d'agir en raison des circonstances exceptionnelles et de la période de turbulences que nous vivons, qui justifient les pouvoirs spéciaux, et le fait aussi qu'il faut, nonobstant cette procédure des pouvoirs spéciaux, avoir beaucoup d'égards — et telle est notre intention — pour les initiatives parlementaires. Vous avez encore plaidé pour une procédure budgétaire renouvelée, modernisée, qui, je l'espère, aura sa chance dans cette législature.

Divers orateurs, notamment M. Desmarets, l'ont dit : durant la précédente législature, et grâce à la stabilité du Parlement et du gouvernement, les pouvoirs spéciaux ont permis un remarquable travail législatif, en attente depuis des années. J'espère que cette législature sera, elle aussi, suffisamment stable politiquement pour qu'entre autres, les propositions de réforme budgétaire puissent aboutir.

Mijnheer Van Grembergen, ik kon een hele tijd met uw analyse akkoord gaan. Hoe afschuwelijk 6 000 miljard schuld is, het is evenwel niet 600 kilometer maar 60 kilometer, als men aanneemt dat één briefje van 1 000 frank een tiende van een millimeter is. Ik heb het later uitgerekend : het is inderdaad 60 kilometer.

De heer Moens. — De heer Van Grembergen legde zijn briefjes van 1 000 frank in de andere richting.

De heer Martens, Eerste minister. — Neen, 60 kilometer als ze worden opgestapeld.

De heer Luyten. — Hij voegde eraan toe dat hij niet goed is in wiskunde, maar dat is de regering ook niet.

De heer Martens, Eerste minister. — Mijnheer Van Grembergen, ik kan met een hele reeks van uw opmerkingen akkoord gaan. Onder meer voor de ondernemers is het noodzakelijk om een grotere inspanning te leveren inzake werkgelegenheid.

Ik kan eveneens akkoord gaan met bepaalde van uw voorstellen en suggesties in verband met het dubbel mandaat en de noodzaak om onze werkzaamheden op dat vlak te moderniseren.

Uiteraard kan ik akkoord gaan met uw fundamentele opmerking, namelijk dat degenen die lid zijn van de centrale regering het hele land moeten besturen en niet alleen hun gewest. Daardoor hebt u gepleit voor een goede afbakening tussen de nationale verantwoordelijkheden en deze van de deelgebieden, de deelstaten, of hun naam nu gemeenschappen of gewesten is.

Evenwel bent u in uw conclusie te heftig. Het is evident dat ik het daarmee niet eens ben.

Ondanks de moeilijkheden zowel in het bestuur van het land op sociaal, economisch en budgettair gebied als in het progressief tot stand brengen van een nieuwe staatsstructuur waarin gemeenschappen en gewesten een veel grotere autonomie hebben en waardoor een echt coherent centraal gezag kan ontstaan, kan men ons niet verwijten dat wij « een kluwen in stand willen houden ». Neen, onze zorg is even groot als de uwe inzake budgettaire sanering, integere politieke verhoudingen en integer politiek optreden. Ze is even groot inzake het creëren van een doorzichtige staatsstructuur met evenwichten en rechtvaardigheid voor de gemeenschappen en de gewesten, met een werkelijk coherent centraal gezag.

Ik weet dat wij het niet eens kunnen zijn over de concrete maatregelen in de huidige context. Regering en meerderheid verwijten dat zij een kluwen in stand willen houden, kan ik natuurlijk niet aanvaarden.

Met uitzondering van de vele opmerkingen in uw betoog waarmee ik het eens kan zijn, kan ik niet akkoord gaan met deze conclusie, die ik dus radicaal van de hand moet wijzen.

Het is juist dat wij « vuile handen hebben »...

De heer De Seranno. — Van het werk !

De heer Martens, Eerste minister. — ... inderdaad, niet in de zin van Sartre, maar omdat wij de hand aan de ploeg slaan. U bent zoals ik voldoende met de aarde vertrouwd om te weten dat degenen die het land bewerken vuile handen hebben, handen waar de aarde aankleeft, en dus niet vuile handen in de slechte betekenis van het woord.

De heer Wyninckx. — Als zij elkaar steunen, valt dat soms wel mee.

M. Martens, Premier ministre. — Je me suis efforcé par ailleurs de répondre à plusieurs éléments de l'intervention de M. Moureaux.

De heer Egelmeers wil ik zeggen dat de minister van Sociale Zaken dieper zal ingaan op de opmerkingen die hij heeft gemaakt aangezien deze vooral de sociale zekerheid betreffen.

J'ai beaucoup apprécié les interventions de Mme Delruelle et de M. Cerexhe, essentiellement axées sur les éléments juridiques, la base constitutionnelle des pouvoirs spéciaux. Ces orateurs ont également donné, ce qui est plus important encore, leur appréciation sur les circonstances économiques exceptionnelles qui justifient les pouvoirs spéciaux demandés par le gouvernement.

Mme Delruelle s'est, en outre, attachée à faire la distinction entre les divers délais requis : cinq mois pour la concertation sociale, neuf mois pour l'emploi et les secteurs nationaux et douze mois pour les matières budgétaires.

Elle a aussi souligné que par la procédure de la confirmation, non seulement la participation politique et la responsabilité du Parlement sont accrues, mais encore que la sécurité juridique est assurée, ce qui n'est pas le cas lorsque les arrêtés de pouvoirs spéciaux ne sont pas confirmés par la loi.

Ik kom zo tot de uiteenzetting van mevrouw De Pauw.

Hoewel ik daarop reeds heb geantwoord tijdens de commissievergadering, zal ik nu opnieuw ingaan op haar opmerkingen, zodat mijn antwoord in de *Parlementaire Handelingen* verschijnt.

De klacht van mevrouw De Pauw is essentieel dat dit wetsontwerp de regering zou toelaten bijzondere-machtenbesluiten te nemen met een discriminerend karakter voor de vrouw. Mijn antwoord kan zeer kort zijn. Dit is niet mogelijk omdat ons land is gebonden door de richtlijn van de Europese Gemeenschap inzake de rechtsgelijkheid van mannen en vrouwen.

In de domeinen die zijn geregeld door de richtlijn van de Europese Gemeenschap over de rechtsgelijkheid van mannen en vrouwen, zouden bijzondere-machtenbesluiten, die een discriminatie invoeren die in strijd is met de genoemde richtlijn, kunnen worden aangevallen voor de rechter en vernietigd door de rechter.

Ik wil er nogmaals aan herinneren dat, naar aanleiding van een amendement ingediend in de Kamer van volksvertegenwoordigers en dat tot doel had artikel 1 van het ontwerp aan te vullen met de woorden « met inachtneming van de EEG-richtlijn betreffende de gelijkberechtiging van mannen en vrouwen op het stuk van de sociale zekerheid », de Raad van State de volgende opmerking heeft gemaakt :

« Blijkbaar is gedacht vooral aan de richtlijn 79/7/EEG van 19 december 1978 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de geleidelijke tenuitvoerlegging van het beginsel van gelijke behandeling van mannen en vrouwen op het gebied van de sociale zekerheid, waarbij aan alle lid-staten van de EEG de verplichting wordt opgelegd om binnen een termijn van zes jaar volgende op de kennisgeving van de richtlijn, de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in werking te doen treden om aan het bepaalde in de richtlijn te voldoen. Aan de Raad van State is meegedeeld dat aan de richtlijn nog niet is voldaan, ook al is aan de Koning de nodige bevoegdheid daartoe opgedragen in artikel 29 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.

Naar luid van artikel 189 van het EEG-Verdrag is een richtlijn, voor de lid-staat waarvoor zij bestemd is, verbindend ten aanzien van het te bereiken resultaat. Volgens de rechtspraak van het Hof van justitie van de Europese Gemeenschappen heeft een richtlijn jegens de lid-staten voor welke zij bestemd is, een zelfde dwingend karakter als andere communautaire rechtsvoorschriften.

Uit het voorgaande volgt dat België verdragrechtelijk al verplicht is tot het in acht nemen van de in het amendement bedoelde richtlijn. Een bepaling van intern recht kan die verplichting niet versterken. »

Het advies van de Raad van State komt hierop neer dat dergelijk amendement overbodig is, zoals het overbodig is voortdurend de Grond-

wet te herhalen in een wettekst. Het is immers evident dat de bepalingen van de Grondwet gerespecteerd moeten worden en dus niet in iedere wettekst of koninklijk besluit worden herhaald.

In dezelfde mate zijn ook de richtlijnen verbindend en hoeven niet voortdurend te worden herhaald in een wettekst of in een habilitatiewet. Met andere woorden, de bijzondere-machtenbesluiten die daarmee in strijd zouden zijn, kunnen worden vernietigd door de rechter. Bij de bekrachtiging van de bijzondere-machtenbesluiten kan het Parlement oordelen over de maatregelen, die erin zijn opgenomen; het Parlement kan deze verwerpen of amenderen. Dit is de werkwijze die moet worden gevolgd. Zolang het verordenende akten zijn, oordeelt de rechter. Het Parlement echter controleert op het ogenblik van de bekrachtiging.

Mevrouw Staels-Dompas. — De regering mag in de te nemen koninklijke besluiten ook niet afwijken van deze Europese richtlijnen.

De heer Martens, Eerste minister. — U hebt gelijk, mevrouw.

Indien per hypothese, zoals mevrouw De Pauw heeft opgemerkt, bepaalde maatregelen toch discriminerend zouden zijn, kunnen ze worden gewijzigd. Ik herinner eraan dat vóór het ontwerp van wet bij het Parlement werd ingediend, de Raad van State heeft nagegaan onder meer of er geen sprake kan zijn van discriminerende maatregelen. De Raad van State controleert immers niet alleen of de teksten in overeenstemming zijn met de habilitatiewet, maar ook met de EG-richtlijnen. Op het ogenblik van de bekrachtiging zal het Parlement niet nalaten dit nogmaals te controleren.

Je répondrai, lors de ma deuxième intervention, à M. de Wasseige, puisqu'il s'agit de la problématique économique et budgétaire.

Ik zal dan tevens antwoorden aan de heer Van Eetvelt die in zijn maiden-speech de noodzaak heeft erkend om met bijzondere machten te besturen gedurende de aangeduide periodes, waarvoor ik hem dank. Hij heeft gehandeld over de sociaal-economische en budgettaire problematiek en hij heeft de regering een flinke steun gegeven door te zeggen dat moet worden gehandeld in rechtvaardigheid en met oog voor de behoeftigen, eraan toevoegend dat nu of nooit saneringsmaatregelen moeten worden genomen. Ik kom daar straks op terug.

De heer Van In heeft meer juridische elementen aangehaald en onder meer, tot mijn niet geringe verbazing, een document geciteerd van de Vlaamse Juristenvereniging die tot doel heeft iedere vorm van delegatie van de wetgevende macht naar de uitvoerende macht uit ons grondwettelijk arsenaal te schrappen.

De heer Van In. — Om een grondwetsherziening dienaangaande te vragen.

De heer Martens, Eerste minister. — Dus om het via een grondwetsherziening te schrappen.

Ik zou graag van die Vlaamse Juristenvereniging vernemen welke voorstellen zij formuleert om in bepaalde omstandigheden vlug en efficiënt te kunnen handelen. Het zou heel interessant zijn om de discussie te stofferen. Er zijn delegaties in onze Grondwet die, bij mijn weten, nooit zijn betwist. Ik heb in het begin van mijn betoeg erop gewezen dat er altijd rechtstreeks, op grondwettelijke teksten gevestigd, een verordenende macht aan de Koning is gegeven, al was het maar om een wet ten uitvoer te kunnen leggen. Indien ik de heer Van In goed heb begrepen in zijn interpretatie van de conclusies van de Vlaamse Juristenvereniging, zou ook dit moeten worden geschrapt. Mijn vraag is dus welk systeem wij dan kunnen toepassen in ons parlementair systeem, ook en vooral in omstandigheden die een vlug en efficiënt optreden vereisen.

De heren Vandenhove, Schoeters en Verschuere hebben vooral gehandeld over sociale materies. Ik zal daarop straks bij de bespreking van artikel 1, 1^o, antwoorden.

Uit het betoeg van de heer Pataer heb ik vastgesteld dat hij zich niet zozeer stoort — daarover verheug ik mij — aan formalistische elementen en of, in zekere zin, dat was nieuw voor een lid van de oppositie, de bijzondere machten al dan niet grondwettelijk zijn.

Hij heeft het debat daarover tussen haakjes geplaatst...

De heer Pataer. — En relativerend!

De heer Martens, Eerste minister. — ... en inderdaad gerelativeerd.

Hij heeft vooral de vraag gesteld welk beleid met de bijzondere machten zal worden gevoerd. Hij heeft een aantal van zijn opvattingen dienaangaande meegedeeld, vooral steunend op resoluties en documenten van het ACV waardoor ik uiteraard met grote aandacht heb geluisterd. Dat zal hij wel begrijpen.

Welk beleid wij daarmee willen voeren, blijkt uit het regeerakkoord en dat zal vooral blijken wanneer de regering aan het Parlement het document met maatregelen voor de sanering van de begrotingen voor de jaren 1986-1987 zal meedelen. Op basis van dat document zal de belangrijke controlefunctie die, met de leden van de meerderheid, ook de oppositie wil uitoefenen perfect mogelijk worden.

In verband met de opmerkingen van de heer Pataer over de fiscale fraude heb ik mij naar aanleiding van een actuele zaak op klare manier uitgesproken. Ik heb gezegd dat dit niet alleen strafrechtelijk moet worden betoegeld en dat het onderzoek op dat stuk snel en in sereniteit, maar ook in klaarheid, moest worden gevoerd. Ik heb daarbij bepaalde van mijn ministers, die in dit verband in het gedrang werden gebracht, met overtuiging verdedigd. Ik blijf daarbij!

Ik heb ook de fiscale fraude afgewezen, zeker in periodes van noodzaak van een herstelbeleid, als een antisociaal gedrag. Het is een reden te meer om daartegen met de nodige strengheid op te treden. U zult de tekst van ons wetsontwerp moeten afwachten alvorens bepaalde kritieken die nu reeds worden gehoord, te uiten.

Ik ben het niet eens met de stelling dat dit ontwerp van wet, dat de regering naar de Raad van State heeft gestuurd, in verband met de rechtszekerheid van de belastingplichtige een premie zou zijn voor fiscale fraude. Het omgekeerde is waar. Wij voorzien daarin in een versterking van de parketten, met leden van de parketten die precies een grote kennis op het gebied van de fiscaliteit hebben maar die, gebonden door de deontologie van de magistratuur, er zullen voor zorgen dat de onderzoeken en de vervolgingen op dat gebied inderdaad zouden gebeuren met alle waarborgen die aan een rechtsstaat eigen zijn.

L'intervention de M. Collignon est d'ordre juridique. Je crois y avoir déjà largement répondu. Je confirme que le travail législatif du Parlement reste extrêmement important. Il l'est déjà dans la présente discussion du projet de loi attribuant les pouvoirs spéciaux; il le sera également dans le cadre de la discussion et du contrôle du budget des Voies et Moyens et, à l'automne prochain, dans la confirmation des arrêtés de pouvoirs spéciaux.

En outre, il est évident qu'en dehors de la discussion budgétaire sur les pouvoirs spéciaux, une législature stable, pendant laquelle le gouvernement légifère en premier lieu, dans certains domaines, par les arrêtés de pouvoirs spéciaux, donne plus de possibilités au travail législatif du Parlement. La législature précédente l'a clairement montré.

J'ai noté avec beaucoup d'intérêt les propositions de M. Hazette en matière d'éducation nationale, d'emploi, au sens large du terme, et de formation professionnelle. Nous connaissons votre expérience dans ces matières, monsieur Hazette, et nous ne manquerons pas de tenir compte des nombreux éléments intéressants contenus dans vos propositions lorsque nous examinerons ces questions.

MM. Desmarests et Boël déplorent la lenteur de notre travail, et regrettent notamment que la discussion de ce projet de loi n'ait lieu que quatre mois après la formation du gouvernement. C'est long, en effet. Nous avons eu un mois de débat sur l'investiture. Mais on ne peut prétendre qu'il ait fallu trois mois de débat sur le projet actuel, car son examen a été interrompu de nombreuses fois par les travaux des assemblées communautaires et régionales ainsi que par les demandes d'avis au Conseil d'Etat. J'admets toutefois qu'il est grand temps d'agir.

Vous évoquez, messieurs, les sondages d'opinion publique. Certes, les meilleurs sondages sont les élections, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'il faille négliger certaines tendances. Il est clair que, dans l'opinion publique, se manifeste une certaine impatience. Après ce long travail préparatoire, il est temps que le gouvernement prenne les décisions nécessaires sur le plan budgétaire, comme dans d'autres domaines, d'ailleurs. Nous en avons, en tout cas, la volonté.

Le gouvernement vient de traverser une période difficile. C'est tout spécialement vrai pour moi qui suis non seulement parlementaire à part entière mais, en plus, de tempérament impatient, je l'avoue. Loin de moi, pour autant, l'intention de porter un jugement ou de rejeter la responsabilité de cette lenteur sur d'autres. Nous avons joué le jeu fondamentalement. Le débat fut bon. Le Parlement a pu modifier substantiellement le texte du projet et donner plus de garanties à l'exercice des pouvoirs spéciaux. Il convient à présent d'utiliser rapidement ce

nouvel instrument. Nous allons prendre sans tarder les décisions essentielles pour assurer un meilleur équilibre des finances publiques.

A M. Eicher, je répondrai que c'est son droit de ne pas y croire. Rien n'a été fait, dit-il. Je pourrais pourtant évoquer toutes les mesures qui ont été prises concernant la sécurité, le projet de loi qui a été rédigé et qui se trouve au Conseil d'Etat, ainsi que bien d'autres mesures concrètes.

Mais je conçois que l'attention des acteurs et des commentateurs politiques se porte essentiellement sur la situation budgétaire et sur les pouvoirs spéciaux. C'est tout à fait logique et normal. Mais cela ne signifie pas que rien n'a été fait.

Ik kan aanvaarden dat, in eerste instantie, dát de aandacht kreeg, want dit is inderdaad het belangrijkste element. Het is de meest dringende opgave voor de regering. Dat wil echter niet zeggen dat er niets werd gedaan, integendeel.

Wanneer de nieuwe Franse regering, u hebt ze ook geciteerd, mijnheer Eicher, heeft gezegd dat haar twee hoofddoelstellingen waren, het economisch herstel en vandaar ook de werkgelegenheid enerzijds en de veiligheid anderzijds, dan geldt dit beslist ook voor ons.

Ik breng hulde aan de gerechtelijke macht die er, ondanks groot scepticisme gedurende vele weken en maanden, toch in geslaagd is goede resultaten te boeken ook op het stuk van de veiligheid. Daarmede wil ik niet zeggen dat alles af is en dat er niets meer moet gebeuren. Integendeel, wij moeten zeer waakzaam blijven. Maar ook op dat domein werd er in de voorbije maanden door de regering belangrijk werk gepresteerd, werk dat van groot belang is voor het leven en de veiligheid van onze bevolking.

Het is duidelijk dat na het goedkeuren van dit wetsontwerp — ik vraag met aandrang aan de meerderheid ja te stemmen — de regering onmiddellijk, wat men heeft genoemd, de trein met bijzondere-machten-besluiten op het spoor zal zetten om dat belangrijke doel dat wij ons hebben gesteld, de sanering van de openbare financiën, op vrij korte termijn te bereiken.

Het is juist — dat zal mijn laatste beschouwing zijn — dat de internationale economische omgeving betert. Laten we hopen en bidden dat het voortduurt. Het is dus juist dat bepaalde indringende maatregelen beter zullen kunnen worden verdragen door de bevolking en door onze economie. Maar, dat mag geen gevaarlijke illusies verwekken. Dat is geen reden om de inspanning die wij geprojecteerd hebben, te laten verslappen of te verminderen. Het is en het moet een aansporing zijn om de inspanning werkelijk door te zetten. Degenen die gezegd hebben nu of nooit, hebben gelijk. Nu hebben we de kans en nu hebben wij het geluk dat de economische toestand internationaal en nationaal verbeterd.

Ik vind ook, zoals mevrouw Herman heeft gezegd, dat onze bevolking dat verdient. Het is juist dat zeer belangrijke inspanningen werden geleverd door de bevolking, in eerste instantie ten gunste van de ondernemingen om hun concurrentiekracht opnieuw op peil te brengen. In tweede instantie werden er belangrijke inspanningen gedaan, mijnheer Schoeters, u weet het, van solidariteit tussen werkmakers...

De heer Schoeters. — Niet door het patronaat!

De heer Martens, Eerste minister. — ... om de tewerkstellingskansen van degenen die geen werk hebben, te verbeteren. Ik denk aan wat wij uiteindelijk hebben kunnen doen in het kader van de 5-3-3-operatie. Het waren inspanningen van solidariteit. De bevolking die dat met grote moed heeft gedaan, verdient inderdaad dat een aantal factoren, die zo bepalend zijn voor de goede gang van onze economie, verbeteren zodat daardoor de budgettaire sanering die wij nu gaan uitvoeren beter verdraagbaar wordt. Dit mag echter nooit een reden zijn om deze sanering niet uit te voeren, om ermee te wachten en om onze inspanningen te verminderen. Wij moeten nu vlug optreden.

Wanneer de regering gediscussieerd heeft met vertegenwoordigers van de bouwsector, heeft zij gezegd dat een daling van de rentetarieven de beste stimulans zou zijn voor de bouwsector. Deze rentetarieven kunnen echter maar beduidend dalen, indien ook de overheid de moed heeft om haar huishouding in orde te brengen.

De heer Luyten. — Dat zal wel een zeer moeilijke taak zijn met zo'n huishouden van Jan Steen.

De heer Martens, Eerste minister. — Dit is een van de redenen waarom wij moeten saneren. De internationale factoren op het stuk van het rentebestand alleen zijn niet voldoende om een rentedaling te bewerkstel-

ligen. Een interne sanering is noodzakelijk om een maximaal effect te hebben.

Om deze redenen vraagt de regering de Senaat, met meer hoop en met meer zekerheid dan vroeger, dit wetsontwerp goed te keuren, ons aldus het onontbeerlijke instrument ter beschikking stellend om vlug de beslissingen te nemen die het mogelijk moeten maken het laatste stuk van de weg af te leggen. Ik grijp niet graag terug naar het beeld dat de Kredietbank gebruikte in een studie, waar zij het had over driekwart van de weg die reeds was afgelegd, en over het einde van de tunnel dat in zicht was. Daarom deed het me genoeg dat *La Libre Belgique* onlangs blokletterde: « Projections 1986-1990: bout du tunnel, enfin? » Laten wij van dit vraagteken een uitroep teken maken! (*Levendig applaus op de banken van de meerderheid.*)

De heer Luyten. — Mijnheer de Voorzitter, ik vraag het woord voor een beroep op artikel 25, 5°, van het reglement. De Eerste minister beweerde dat ik hier vrijdag niet aanwezig was en bijgevolg de toespraak van de heer Chabert niet kon gehoord hebben. Welnu, ik was 3 uur 's middags tot 10 uur 30 's avonds in het Parlementsgebouw en heb de heer Chabert gehoord via het luisterapparaat op mijn kantoor. Verschillende CVP'ers daarentegen die niet aanwezig waren tijdens het debat, hebben daarnet toch geapplaudisseerd. Ik zou graag hebben, mijnheer de Voorzitter, dat u akte neemt van deze rechtzetting.

De Voorzitter. — Mijnheer Luyten, indien u zo'n rechtzetting nodig acht, moet u mij dit vooraf schriftelijk mededelen.

La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, j'ai écouté avec attention la réponse du Premier ministre et j'ai été frappé — comme je l'avais d'ailleurs été en commission — par le fait que celui-ci ne cessait de se référer au Conseil d'Etat pour justifier la légitimité des pouvoirs spéciaux.

J'ai déjà dit ma surprise de constater que, plus le Conseil d'Etat critique les projets du gouvernement, plus M. Martens s'en revendique. Plus le Conseil d'Etat critique M. Martens, plus M. Martens fait l'éloge de cette noble institution. Il s'agit peut-être de fair-play; c'est en tout cas très habile.

Je formulerai, monsieur le Premier ministre, trois remarques.

Vous dites que des garanties sont données au Parlement quant à l'usage que fera le gouvernement des pouvoirs spéciaux.

La première résiderait dans le contrôle judiciaire. J'ai déjà fait remarquer, lors du débat en commission, comme d'ailleurs en séance publique, que pour qu'il y ait un véritable contrôle judiciaire, il faut que les délégations soient précises, claires et permettent effectivement de confronter les arrêtés de pouvoirs spéciaux avec la loi d'habilitation.

Un tel contrôle — nous l'avons abondamment souligné — est impossible en raison du flou, de l'imprécision des matières, du caractère exemplatif des illustrations données dans cette loi. C'était ma quatrième remarque.

Voici ma deuxième. Vous rappelez qu'une des garanties des pouvoirs spéciaux réside dans le fait qu'ils sont limités dans le temps. Comme le Conseil d'Etat, vous dites que si des pouvoirs spéciaux étaient concédés pendant toute une législature, ils seraient évidemment inconstitutionnels.

Permettez-moi de vous rappeler que vous avez introduit, entre 1982 et 1986, devant le Sénat, trois demandes de pouvoirs spéciaux. Le total du temps pendant lequel vous avez disposé de ceux-ci est de 35 mois, c'est-à-dire près de trois ans, en un espace de quatre années. S'il ne sagit pas d'une législature entière, on n'en est pas loin. Cela indique à quel point les dépossession de prérogatives que le Parlement vous accorde sont énormes et, en réalité, inconstitutionnelles.

J'en arrive maintenant à ma troisième remarque, la plus importante.

Vous avez dit que les pouvoirs spéciaux ne sont justifiés que par des circonstances exceptionnelles que le Parlement apprécie. Il faudrait tout de même s'entendre sur ce que sont ces circonstances exceptionnelles.

Il ne suffit pas d'affirmer que des circonstances économiques sont graves, qu'une situation est difficile, pour les déclarer exceptionnelles et justifier ainsi des pouvoirs spéciaux. Ce serait là une attitude méprisante à l'égard du Parlement, lequel, par hypothèse, ne serait pas capable de traiter des situations qui revêtraient une certaine gravité.

En vérité, les circonstances exceptionnelles sont liées à l'urgence à agir. Elles impliquent que des mesures soient prises dans les semaines ou dans les mois qui suivront immédiatement la survenance des situations exceptionnelles.

Lorsqu'on prend, comme vous l'avez fait, des arrêtés de pouvoirs spéciaux six, sept ou huit mois après avoir sollicité l'habilitation du Parlement, on se situe en dehors des critères d'urgence qui rendent les circonstances exceptionnelles.

En outre, permettez-moi de vous dire que vous ne vous comportez pas comme si la situation était urgente. Lorsque nous entendons que le budget des Voies et Moyens, sur lequel le gouvernement doit exercer son contrôle essentiel, sera déposé seulement au mois de mai 1986, il y a de quoi être profondément inquiet.

Du fait que les arbitrages essentiels qui doivent avoir lieu dans la politique économique et financière du gouvernement ne sont pas encore réalisés et qu'ils ne le seront que dans le courant du mois d'avril, nous tirons une conséquence essentielle: le gouvernement, pendant les quatre mois qui se sont écoulés, n'est pas parvenu à définir sa politique, en sorte que ces pouvoirs spéciaux, extrêmement urgents, d'après vos propres déclarations, ne pourront être pris, pour ce qui concerne les arrêtés essentiels, avant le mois de mai, voire les mois de juin ou juillet. Plusieurs mois auront ainsi été perdus.

Ne venez donc pas dire que la situation est tellement urgente qu'il faut que le Parlement vous concède le pouvoir de légiférer, alors que pendant tout ce temps perdu, un débat fondamental sur les réformes que vous allez entreprendre eût permis de définir une loi-cadre qui aurait réglé les problèmes essentiels. Vos demandes répétées de pouvoirs spéciaux conduisent, en fin de compte, à discréditer le Parlement aux yeux de l'opinion publique.

Les débats relatifs aux pouvoirs spéciaux s'accompagnent de déclarations selon lesquelles le Sénat et la Chambre ne seraient pas capables d'agir vite, voire de régenter la politique économique. Cette fonction devrait revenir au gouvernement et à lui seul.

Petit à petit, l'opinion publique s'accoutume à cette idée que le Parlement n'est plus une institution capable de régir les problèmes économiques essentiels. Mais les justifications des pouvoirs spéciaux par le gouvernement sont de fausses justifications. Ce n'est pas l'urgence qui justifie votre projet, mais bien l'impossibilité dans laquelle se trouve le gouvernement d'organiser le débat public au moment de la confection des normes, au moment de la prise des responsabilités.

De quoi s'agira-t-il, en l'occurrence? Je vous ai appelé, monsieur le Premier ministre — mais vous n'avez pas réagi à ce sujet —, que votre politique présentait des caractéristiques très particulières. Vous avez dit tout à l'heure que certains citoyens s'étaient enrichis et que l'Etat s'était appauvri. Mais quels particuliers se sont enrichis? Là est le problème! Le rapport de la Banque Nationale publié en mars indique que les revenus mobiliers ont augmenté de 7,7 p.c., les revenus de la propriété de 13 p.c. prix courants, alors que la masse salariale n'a augmenté pendant le même temps que de 0,9 p.c., ce qui est nettement inférieur à une inflation, même estimée à 2,5 p.c. Le pouvoir d'achat des rémunérations du travail et des allocations sociales a diminué de 14 p.c. en termes réels, en quatre ans, alors que les revenus réels du patrimoine ont augmenté, quant à eux, de 15 p.c.

Voilà le véritable débat qui ne pourra avoir lieu devant le Parlement, au moment où il s'agira de prendre à nouveau des mesures identiques, qui aggraveront encore cette discrimination dans les efforts demandés à certaines catégories de citoyens. La majorité n'est pas à même d'assumer publiquement une telle politique qui frappe surtout les revenus du travail.

En conséquence, monsieur le Premier ministre — et ce sera ma conclusion —, les pouvoirs spéciaux répétés portent atteinte au Parlement que vous estimez, que vous voulez défendre sans doute, mais qui, petit à petit, connaît par la façon dont vous le traitez un discrédit croissant.

J'ai été frappé par le fait que tous les chefs de groupe de la majorité et de très nombreux orateurs de celle-ci vous ont proposé, dans le cadre de ce débat, des réformes institutionnelles du régime parlementaire. C'est un indice très clair de la relation directe qui existe entre l'attribution des pouvoirs spéciaux au gouvernement et le discrédit de l'institution parlementaire.

Personne ne se trompe sur la véritable portée de la concession que le Parlement fait au gouvernement. Tous le monde sait, en effet, à quoi s'en tenir. En acceptant de manière répétée le recours à ces pratiques, le Parlement sape les bases mêmes de son prestige et de son autorité.

C'est d'autant plus regrettable que le débat qui vient de se dérouler révèle que le gouvernement transfère sur le Parlement les impuissances qui sont les siennes.

L'impuissance dont a fait preuve le gouvernement, les contradictions de la majorité qui assume avec peine cette politique, les lenteurs à réagir à la crise sont le fait du gouvernement, mais sont imputées au Parlement.

Celui-ci est choisi comme bouc émissaire de cette impuissance structurelle de nos gouvernements de coalition et on la lui fera payer, en fin de compte, par la réduction de ses prérogatives.

Ne nous trompons pas, monsieur le Premier ministre. Encore une, deux ou trois demandes de pouvoirs spéciaux et soyez-en assuré, nous aboutirons rapidement à une réforme institutionnelle qui réduira les pouvoirs du Parlement, la transparence des débats politiques et affaiblira incontestablement le contrôle démocratique des pratiques gouvernementales.

C'est le reproche fondamental que j'adresse à vos demandes répétées de pouvoirs spéciaux. (*Applaudissements sur les bancs socialistes, et sur les bancs FDF, Ecolo et Agalev*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van Grembergen.

De heer Van Grembergen. — Voorzitter, de uiteenzettingen van de verschillende fractievoorzitters in verband met de rol van de Senaat, waren mijns inziens op vele terreinen nogal gelijklopend, al vielen er soms wel tegenstellingen op. Zelf denk ik dat de Senaat geen dictaat moet aanvaarden van een andere instelling of een andere Kamer. Mij lijkt het essentieel dat de Senaat zelf over zijn toekomst in de kortst mogelijk tijd nadenkt en er plannen voor uitwerkt. Dit lijkt mij toch één van de besluiten te zijn die uit de betogen van de fractievoorzitters mogen worden getrokken.

De heer Boël heeft hier gezegd dat wij in een tijd leven waarin een regering bijna doorlopend bijzondere machten nodig heeft. Ik heb deze gedachte hier ook bij andere collega's ontwaard. Ik zal niet zeggen dat ze fout is. In de mentaliteit van de heer Boël en anderen moet er verandering komen in de wijze waarop de uitvoerende macht de wetgevende macht ontmoet. Ik zeg niet dat wij hierover niet moeten nadenken — ook de heer Chabert heeft hier enkele suggesties vooruitgeschoven — maar wij moeten toch waakzaam blijven. De geplogenheid van bijzondere machten zou in de praktijk wel aanleiding kunnen geven tot het veranderen van de instellingen.

De Eerste minister sprak over een rijpingsproces. Het woord rijping wil in feite zeggen verandering, een wijze van anders aanvatten. Volgens ons kan dit zomaar niet gebeuren. Wij moeten dit constitutioneel aanpakken, zelf de richtlijnen bepalen. Het mag niet worden beschouwd als een evident rijpingsproces zodat wij op een bepaalde morgen opstaan en vaststellen dat alles is gewijzigd, omdat we de dingen maar hebben laten uitlopen.

Mijnheer de Eerste minister, u sprak over het staatskluwen en u kon met mijn besluiten niet akkoord gaan. Maar u die zelf een federalist is — en u voegt daar het adjectief « unionistisch » aan toe, en een foto in *De Standaard* van vandaag herinnert er nog enigszins aan — kan toch niet ontkennen dat de wijze waarop wij in 1970 en in 1980 onze instellingen hebben opgebouwd, voor een deel het elan van het federalisme heeft kapotgemaakt. In vele kringen vraagt men zich af of dit nu de instellingen zijn die men bedoelde en of het huidige pseudo-federalisme nu beter is dan de unitaire structuur. Het samenspel van Vlaamse Raad en Nationale Parlement is verwarrend door de onduidelijke bevoegdheidsafbakening.

Dat hebben wij niet gewild. Ik kan mij voorstellen dat u, mijnheer de Eerste minister, als unionistisch federalist die verwarring evenmin hebt gewild. Die verwarring kost niet alleen geld, maar heeft de burgers politiek verwijderd van de instellingen. Wanneer de burgers zich in de structuren niet meer erkennen, dan moeten wij bekommerd zijn.

Het is dringend noodzakelijk, ook op dat terrein, de mogelijkheden te scheppen voor een duidelijke afbakening om een efficiënte staatshervorming en een degelijke staatsstructuur te kunnen bereiken.

Dat impliceert een grondwetsherziening. De hervorming van de instellingen moet opnieuw ter sprake komen in deze assemblee. Dat was trouwens beloofd. In die context beweer ik dat het kluwen dat we nu hebben niet zinvol is, niet proper. In plaats van de mensen meer inzicht te verschaffen in het beleid van het land, heeft het hen ervan verwijderd. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De Voorzitter. — Vraagt niemand meer het woord in de algemene beraadslaging? Zo neen, dan verklaar ik ze voor gesloten.

Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close.

ORDRE DES TRAVAUX

REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN

M. le Président. — Mesdames, messieurs, vous n'êtes plus très nombreux et certains membres de cette assemblée me reprocheront probablement demain ou après-demain la façon dont je compte organiser ce débat.

Nous allons entamer dans quelques instants la discussion de l'article premier. Nous entendrons la réponse du Premier ministre à ce sujet. Après quoi, nous examinerons les amendements se rapportant au premier alinéa et au 1^o de l'article premier.

Demain matin, nous discuterons le projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1986.

Nous aborderons ensuite la discussion du 2^o de l'article premier, puisque cette matière concerne également M. le ministre Verhofstadt. J'espère que les membres qui désirent intervenir sur le 2^o seront présents.

A 14 heures, nous voterons sur le projet ouvrant des crédits provisoires et sur les amendements réservés du projet de loi sur les pouvoirs spéciaux. Nous reprendrons alors l'examen du 2^o sur lequel, je l'espère, le vote pourra intervenir vers 18 heures.

La séance du soir sera, si possible, consacrée à l'examen des 3^o, 4^o et 5^o de l'article premier qui concernent M. le ministre Dehaene. La discussion devra peut-être se prolonger mercredi.

Des votes interviendront après l'examen de chaque subdivision et des amendements s'y rapportant.

Selon notre règlement, chaque orateur dispose d'un temps de parole de cinq minutes dans la discussion des amendements et des articles. Les orateurs qui désirent intervenir dans la discussion d'une subdivision, disposeront d'un temps de parole de 15 minutes, ainsi qu'en a décidé la commission du travail parlementaire. Je les prierai donc de respecter ce temps de parole.

Nous déciderons, mercredi soir, au vu de l'avancement de nos travaux, s'il y a lieu ou non de nous réunir vendredi.

ONTWERP VAN WET TOT TOEKENNING VAN BEPAALDE BIJZONDERE MACHTEN AAN DE KONING

Beraadslaging over het eerste artikel

PROJET DE LOI ATTRIBUANT CERTAINS POUVOIRS SPECIAUX AU ROI

Discussion de l'article premier

De Voorzitter. — Wij vatten de bespreking aan van het eerste artikel van het ontwerp van wet tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, waarvan de algemene behandeling zoëven werd verklaard.

Nous abordons la discussion de l'article premier du projet de loi attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, dont la discussion générale vient d'être close.

Je signale qu'une série d'amendements, signés par moins de trois membres, ont été présentés à différents articles du projet de loi en discussion.

Ik deel u mee dat een reeks amendementen ondertekend door minder dan drie leden, zijn ingediend op verschillende artikelen van het in behandeling zijnde ontwerp van wet.

Puis-je considérer que ces amendements sont appuyés ?

Mag ik aanemen dat deze amendementen gesteund worden? (*Talrijke leden staan op.*)

Aangezien deze amendementen reglementair gesteund worden, maken ze deel uit van de bespreking.

Ces amendements étant régulièrement appuyés, ils feront partie de la discussion.

L'article premier est ainsi rédigé :

Article 1^{er}. Afin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques, la promotion de l'emploi, ainsi que l'équilibre financier, la maîtrise

des dépenses et la sauvegarde des régimes de sécurité sociale, le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue :

1^o A défaut d'un accord interprofessionnel, assurant le maintien de la compétitivité, la promotion de l'emploi et de la flexibilité du marché du travail et portant sur la formation des revenus et le pouvoir d'achat, applicable pour les années 1987, 1988 et 1989, conclu au sein du Conseil national du Travail avant le 31 juillet 1986, et rendu obligatoire par le Roi pour autant qu'il assure le maintien de la compétitivité :

a) De fixer une norme de compétitivité, valable pour les années 1987, 1988 et 1989, par comparaison avec la moyenne des principaux partenaires commerciaux de la Belgique;

b) Le cas échéant, d'assurer le respect de cette norme après concertation avec les représentants des organisations représentatives des travailleurs, des entreprises, des classes moyennes et de l'agriculture;

c) Et, tenant compte de la situation spécifique des petites et moyennes entreprises,

1. D'arrêter le cadre dans lequel des accords sectoriels ou d'entreprise portant sur la promotion de l'emploi et de la flexibilité du marché du travail et sur la formation des revenus et le pouvoir d'achat peuvent être librement négociés dans le respect de la norme visée au a);

2. De fixer dans ce cadre les modalités selon lesquelles, pour autant que des résultats d'exploitation suffisamment favorables soient réalisés dans une entreprise, il est possible de négocier dans cette entreprise, outre l'emploi additionnel, la participation de tous les travailleurs concernés à ces résultats;

3. A défaut des accords visés au 1, de prendre les mesures tendant à réaliser les objectifs énoncés par cette disposition, en tenant compte, s'il échet, des entreprises en difficulté;

2^o De maîtriser, de limiter ou de réduire les dépenses publiques, et d'alimenter les recettes non fiscales du Trésor, plus précisément :

a) En modifiant les règles relatives à la comptabilité de l'Etat et au contrôle et à la gestion de certains organismes d'intérêt public;

b) En fixant le montant, les conditions et les modalités d'octroi des subventions, indemnités, allocations et dépenses d'autre nature qui sont, en tout ou en partie, directement ou indirectement, à charge de l'Etat;

c) En rationalisant les institutions publiques ou subventionnées par les pouvoirs publics et en redéfinissant leurs missions;

d) En modifiant les dispositions légales entraînant des dépenses à charges de l'Etat;

3^o D'adapter ou de modifier la réglementation, le financement, l'organisation, le fonctionnement et le contrôle des différents régimes et secteurs de sécurité sociale en veillant, en ce qui concerne les revenus de remplacement et autres allocations sociales, à sauvegarder intégralement le pouvoir d'achat des personnes les moins favorisées et sans porter atteinte aux principes et objectifs fondamentaux de la sécurité sociale, fondés sur l'assurance et la solidarité;

4^o De compléter, d'adapter ou de modifier la législation sur les hôpitaux, les laboratoires de biologie clinique et les services médico-techniques, particulièrement en ce qui concerne l'organisation, le fonctionnement, la gestion, le financement et la programmation de ces institutions ou services, tant pour les institutions publiques que privées, y compris les hôpitaux universitaires;

5^o A défaut des accords ou conventions prévus au titre III, chapitre IV, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, de créer un cadre réglant les relations entre les bénéficiaires et les organismes assureurs d'une part, et les prestataires de soins, services et institutions d'autre part;

6^o De contribuer à la création d'emplois et à la résorption du chômage :

a) Par la suppression, la diminution ou par une autre répartition des cotisations patronales de sécurité sociale;

b) Par des mesures spécifiques pour les jeunes et les enseignants;

c) Par des mesures visant à adapter les programmes actuels de résorption du chômage;

7^o D'assurer, sans préjudice de l'application des dispositions de la loi du 5 mars 1984 relative aux soldes et aux charges du passé des communautés et des régions et aux secteurs économiques nationaux, la restructu-

ration et la viabilité des entreprises des secteurs considérés par l'article 6, § 1^{er}, VI, 4^o, 2^e partie, 1^o, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, comme secteurs relevant de la politique nationale et, dans le cadre de cette restructuration et afin d'assurer cette viabilité, de fixer des règles spécifiques en matière de rémunérations, d'indemnités et d'avantages, en ce compris toute forme d'indemnités aux administrateurs et commissaires dans les entreprises de ces mêmes secteurs, par dérogation aux lois, conventions collectives, conventions individuelles et décisions unilatérales de l'employeur, pour autant que soient respectées les dispositions relatives au revenu minimum mensuel moyen garanti, prévues par les conventions collectives de travail n^{os} 21 et 23 des 15 mai 1975 et 25 juillet 1975.

Artikel 1. Met het oog op het economisch en financieel herstel, de vermindering van de openbare lasten, de gezondmaking van de openbare financiën, de bevordering van de tewerkstelling, alsmede het financieel evenwicht, de beheersing van de uitgaven en de beveiliging van de stelsels van de sociale zekerheid, kan de Koning bij in Ministerraad overlegde besluiten, alle nuttige maatregelen nemen ten einde:

1^o Bij ontstentenis van een interprofessioneel akkoord, dat de handhaving van het concurrentievermogen, de bevordering van de tewerkstelling en van de soepele werking van de arbeidsmarkt verzekert en betrekking heeft op de inkomensvorming en de koopkracht, geldig voor de jaren 1987, 1988 en 1989, gesloten in de Nationale Arbeidsraad vóór 31 juli 1986, en algemeen verbindend verklaard door de Koning voor zover het de handhaving van het concurrentievermogen verzekert:

a) Een norm inzake het concurrentievermogen, geldig voor de jaren 1987, 1988 en 1989, vast te stellen, in vergelijking met het gemiddelde van de voornaamste handelspartners van België;

b) In voorkomend geval de eerbiediging van die norm te verzekeren na overleg met de vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van de werknemers, van de ondernemingen, van de middenstand en van de landbouw;

c) En, rekening houdend met de specifieke situatie van de kleine en middelgrote ondernemingen,

1. Het kader te bepalen waarbinnen met eerbiediging van de norm, bedoeld in a, vrij kan onderhandeld worden over sectoriële of bedrijfsakkoorden met betrekking tot de bevordering van de tewerkstelling en de soepele werking van de arbeidsmarkt en met betrekking tot de inkomensvorming en de koopkracht;

2. Binnen dit kader de modaliteiten te bepalen volgens welke, voor zover in een onderneming voldoende gunstige bedrijfsresultaten worden geboekt, in die onderneming kan onderhandeld worden, naast aanvullende tewerkstelling, over de participatie van alle betrokken werknemers in die resultaten;

3. Bij ontstentenis van de in 1 bedoelde akkoorden, de maatregelen te nemen die strekken tot realiseren van de in die bepaling beoogde doeleinden, desgevallend rekening houdend met de ondernemingen in moeilijkheden;

2^o De openbare uitgaven te beheersen, te beperken of te verminderen, en de niet-fiscale ontvangsten van de Schatkist te stijven, meer bepaald:

a) Door de regelen betreffende de rijkscomptabiliteit en betreffende de controle op en het beheer van sommige instellingen van openbaar nut te wijzigen;

b) Door het bedrag, de voorwaarden en toekenningsmodaliteiten van de subsidies, vergoedingen, uitkeringen en andere uitgaven vast te stellen die, geheel of ten dele, rechtstreeks of onrechtstreeks, ten laste van de Staat zijn;

c) Door de openbare instellingen of de instellingen gesubsidieerd door de openbare machten te rationaliseren en hun opdrachten opnieuw te definiëren;

d) Door de wettelijke bepalingen te wijzigen die uitgaven ten laste van de Staat tot gevolg hebben;

3^o De reglementering, de financiering, de organisatie, de werking en de controle van de verschillende stelsels en sectoren van de sociale zekerheid aan te passen of te wijzigen, erover wakend dat, wat de vervangingsinkomens en andere sociale vergoedingen betreft, de koopkracht van de minst-begoeeden integraal beveiligd wordt en zonder afbreuk te doen aan de fundamentele beginselen en doelstellingen van de sociale zekerheid, gebaseerd op de verzekering en de solidariteit;

4^o De wetgeving met betrekking tot de ziekenhuizen, de laboratoria voor klinische biologie en de medisch-technische diensten aan te vullen,

aan te passen of te wijzigen, meer bepaald wat betreft de organisatie, de werking, het beheer, de financiering en de programmering van deze instellingen of diensten, zowel ten aanzien van de openbare als van de privé-instellingen, met inbegrip van de universitaire ziekenhuizen;

5^o Bij ontstentenis van de akkoorden of overeenkomsten bedoeld in titel III, hoofdstuk IV, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, een kader te creëren tot regeling van de betrekkingen tussen de rechthebbenden en de verzekeringsinstellingen enerzijds en de zorgverstrekkers, inrichtingen en diensten anderzijds;

6^o Bij te dragen tot het scheppen van werkgelegenheid en het opslorpen van de werkloosheid door:

a) De sociale-zekerheidsbijdragen van de werkgevers af te schaffen, te verminderen of op een andere wijze te verdelen;

b) Specifieke maatregelen voor de jongeren en de leerkrachten;

c) Maatregelen tot aanpassing van de huidige programma's ter opslorping van de werkloosheid;

7^o Onverminderd de bepalingen van de wet van 5 maart 1984 betreffende de saldi en de lasten van het verleden van de gemeenschappen en de gewesten en de nationale economische sectoren, de herstructurering en de leefbaarheid te verzekeren van de ondernemingen in de sectoren die door artikel 6, § 1, VI, 4^o, 2^e deel, 1^o, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, erkend worden als sectoren die behoren tot het nationaal beleid en, in het kader van deze herstructurering en ten einde de leefbaarheid te verzekeren, specifieke regelen vast te stellen inzake bezoldigingen, vergoedingen en voordelen, met inbegrip van elke vorm van vergoeding van de bestuurders, beheerders en commissarissen in de ondernemingen van diezelfde sectoren, in afwijking van de wetten, collectieve overeenkomsten, individuele overeenkomsten en unilaterale beslissingen van de werkgever, voor zover de bepalingen betreffende het gewaarborgd gemiddeld minimummaandinkomen die in de collectieve arbeidsovereenkomsten nrs. 21 en 23 van 15 mei 1975 en 25 juli 1975 zijn opgenomen, worden in acht genomen.

Het woord is aan de heer Op 't Eynde.

De heer Op 't Eynde. — Mijnheer de Voorzitter, tijdens het commissie-debat verklaarde de Eerste minister, dat hij nooit geloof heeft gehecht aan de crisisprofeten die het herstel van dit land voor onmogelijk hielden. Hij wenst ook nu nog voorzichtig voorbij te gaan aan degenen die de euforie prediken en die geloven dat de gunstige internationale economische conjunctuur wel alles zelf zal oplossen.

Nochtans als wij enig geloof hadden gehecht aan de zegebulletins die de regering vóór 13 oktober 1985 publiceerde, was de crisis zo goed als bedwongen en was het herstel vrijwel een voldongen feit.

Maar zelfs als wij deze regeringsberichten en mededelingen louter beschouwen als stemmingmakerij, als beïnvloeding van de publieke opinie en als kiespropaganda en uitsluitend steunen op de memorie van toelichting die gepaard gaat met het thans aan de orde zijnde wetsontwerp, ook dan moeten wij besluiten, mijnheer de Eerste minister, dat uw regeringsbeleid de crisisomstandigheden heeft afgewenteld. In deze memorie van toelichting tracht men er ons immers van te overtuigen dat de economische onevenwichten van 70 zijn weggevoerd, dat het belangrijke deficit van onze betalingsbalans werd omgezet in een positief saldo, dat het evenwicht in de sector van de sociale zekerheid werd hersteld, dat de financiën van de lokale besturen opnieuw gezond zijn, dat in de strijd tegen de werkloosheid aanzienlijke successen werden geboekt en dat het concurrentievermogen van onze ondernemingen werd hersteld.

Wel, als dit inderdaad zo is, als wij deze argumentatie aanvaarden, als de regering zelf aantoonde dat er geen uitzonderlijke crisisomstandigheden aanwezig zijn, zou het Parlement consequent de dringende noodzakelijkheid van deze bijzondere machten moeten verwerpen.

Wij maken ons ter zake evenwel geen begoochelingen want behoudens wat verbaal geweld en wat persoonlijke opmerkingen om de eigen frustraties te temperen, zal de meerderheid de regering toelaten haar beleid voort te zetten.

Een beleid dat, gezien de vooropgestelde maatregelen inzake het concurrentievermogen, er zeer duidelijk op gericht is verder stimulerende injecties toe te dienen aan het bedrijfsleven, terwijl de werknemers verder gedwongen worden in te leveren.

Mijnheer de Eerste minister, wij ontkennen helemaal niet dat er voor onze Belgische industrie een ernstig concurrentieprobleem bestaat. Wij

betwisten evenmin dat de loonkost een belangrijk element is van onze concurrentiepositie, maar samen met de Centrale Raad voor het bedrijfsleven blijven wij beweren dat het zowel economisch als technisch gezien, volstrekt onmogelijk is het concurrentievermogen in één norm of één indicatie te vatten. Tijdens het debat over de sociale herstelwet hebt u toegegeven dat onze concurrentiepositie naast de loonkost, eveneens afhankelijk is van kwalitatieve en kwantitatieve elementen.

Toen beweerde u echter dat deze elementen onmeetbaar zijn en derhalve niet als operationele normen kunnen worden aangewend. Deze redenering gaat echter niet op wat de produktiviteitsstijging betreft. Deze is wel meetbaar, is wel een operationele norm en bepalend voor de relatieve loonkost.

In tegenstelling tot de beweringen van de regering en het VBO, blijkt uit de ramingen van het IMF, de OESO en het Ires, dat België inzake de relatieve kost per eenheid produkt, het best scoort van de geïndustrialiseerde landen.

Volgens de internationale statistieken van november 1985 van het IMF zijn de relatieve loonkosten in de be- en verwerkende nijverheid in ons land met meer dan 25 pct. gedaald, terwijl de economische vooruitzichten van juli en december 1985 van de OESO zelfs een daling van 27 pct. van de relatieve kosten van de werknemers aangeeft.

Uit de conclusies van de beide instellingen blijkt dat België in feite overcompetitief is. Dit wordt trouwens bevestigd door de grafiek van het Ires waaruit blijkt dat, hoewel de relatieve loonkost in het midden van 1984 een gevoelige verslechtering vertoonde, deze toestand nadien werd gestabiliseerd en dat de Belgische positie zelfs beter is dan die van Japan en Duitsland.

Trouwens, als men uitgaat van de regeringsnorm en enkel de loonkost in aanmerking neemt, stelt men vast dat in 1983 het Belgisch concurrentievermogen sterk verbeterde. De gemiddelde loonkost per tewerkgestelde nam bij ons toe met 6 pct. terwijl deze aangroei bij onze zeven belangrijkste handelspartners 10,4 pct. bedroeg. De voornaamste oorzaak hiervoor vinden wij in de depreciatie in 1983 van de Belgische frank, waar de gulden apprecieerde met 4,7 pct., de mark met 6,3 pct., de dollar met 11,8 pct. en de yen zelfs met 17,2 pct.

In 1984 neemt de gemiddelde loonkoststijging in het buitenland minder snel toe dan in België — 6 pct. in het buitenland ten opzichte van 7,5 pct. in België — doch dit effect wordt volledig geneutraliseerd door de verdere depreciatie van de Belgische frank.

Omgerekend in Belgische franken stegen de loonkosten in het buitenland met 7,6 pct. en in België met 7,5 pct.

In 1985 stijgt de loonkost in België iets sneller dan in het buitenland doch deze toestand is zeker niet alarmerend. De index voor België bedraagt 113,7 pct. ten opzichte van 113,3 pct. voor het buitenland — dus slechts een negatieve afwijking van 0,4 pct. Ten opzichte van 1982 liggen de loonkoststijgingen nog 3,1 pct. lager dan in het buitenland.

De vooruitzichten voor 1986 zijn evenmin alarmerend vanwege de toename van de loonkost in het buitenland op 3,7 pct. wordt geraamd en in België op 3,9 pct., en dit met een inflatiehypothese in België van 3,2 pct., wat wel eens lager zou kunnen uitvallen. Van een fundamentele verslechtering van het concurrentievermogen — zelfs zonder rekening te houden met de relatieve loonkost — is er dus geen sprake.

Het VBO heeft dus in juli 1985 wel erg snel naar de alarmbel gegrepen en het komt ons dan ook betrekkelijk onbegrijpelijk voor dat sommige ondernemingen bovenop een loonakkoord voor 1985-1986 aanvullende voordelen aan de werknemers toekennen. Trouwens het jaarverslag van de Nationale Bank van 1985 toont overduidelijk aan dat de bedrijfswinsten gunstig zijn geëvolueerd als men er mee rekening houdt dat het beschikbaar inkomen van de vennootschappen van 1981 tot 1985 toenam met 75 pct., terwijl het beschikbaar inkomen van de particulieren slechts steeg met 28 pct.

De 5 000 grootste Belgische ondernemingen boekten in 1983 50 miljard winst — in 1984 117 miljard — en de resultaten van 1985 zullen een recordhoogte bereiken.

Het zijn juist de uitermate hoge winstmarges, mijnheer de Voorzitter, mijnheer de Eerste minister, dames en heren, die ons ongerust maken. Het lijkt geen twijfel dat de Belgische marktaandelen in het buitenland gevoelig zijn gedaald.

Het halfjaarlijks rapport van de OESO van december 1985 geeft voor 1984 een verschil van -4,6 pct. tussen enerzijds, de totale importgroei van onze handelspartners en anderzijds, de groei van de Belgische export, beide in volume. Voor 1985 bedraagt het verlies aan marktaandelen

1,5 pct. en voor 1986 voorspelt men een verdere vermindering van 2,25 pct., waarbij vooral onze zeer zwakke exportprestaties op de Nederlandse en Westduitse markten opvallen.

Het prijsgedrag van de Belgische exporteurs is ongetwijfeld een van de belangrijkste factoren die verantwoordelijk zijn voor het dalend marktaandeel. De Belgische uitvoerders hebben de depreciatie van de Belgische frank aangegrepen om hun winstmarges te verruimen. De overcompetitiviteit van de Belgische industrie in termen van loonkosten heeft zich dus helemaal niet geuit in een gelijkwaardige doorbraak van de Belgische uitvoer. Wij weten dat de recente evolutie van onze handelsbalans deze ontwikkeling enigszins camoufleert, maar de verbetering van deze handelsbalans uit zich vooral aan de importzijde.

De daling van de dollarkoers, de lagere prijzen van de grondstoffen en de geringe inflatie bij onze leverancier-landen zijn de voornaamste elementen van deze gunstige kentering.

De Centrale Raad voor het bedrijfsleven stelt zelfs dat de invoerprijzen van augustus 1985 lager liggen dan die van 1984. De evolutie van de importprijzen verder zal bijgevolg de zwakke uitvoerprestaties van onze economie.

Het Planbureau, in zijn jongste middenlange termijnprojectie, waarschuwt zelfs tegen een overdreven verdere achterstand van de lonen op de produktiviteit waardoor een groot buitenlands overschot zou ontstaan wat een nieuwe aanpassing van de wisselkoers wel eens noodzakelijk zou maken.

Feit is dat wij elke competitiviteitsnorm die uitsluitend gesteund is op de loonkost en de flexibiliteit verwerpen, dat de regering het sociaal overleg hypothekeert door zichzelf super-bijzondere machten toe te eigenen want zelfs met een interprofessioneel akkoord kan de regering ingrijpen, wat dan zeker wel zal uitvallen in het voordeel van de werkgevers. Immers, zoals de toestand nu is, vinden wij nergens in het wetsontwerp enige garantie inzake tewerkstelling.

Mijnheer de Eerste minister, wij hechten geloof aan de beelddispraak die u gebruikte tijdens het investituurdebat. De ruggen zullen inderdaad moeten worden gekromd, zeker de ruggen van de werknemers en die van de sociaal gerechtvaardigde — niet om de laatste eindspurt in te zetten — zeker ook niet om te spinnen van genoegdoening en welbehagen — maar zij zullen wel moeten worden gekromd om de striemende slagen van uw inleveringszweep te incasseren. (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, nous nous trouvons dans une situation où depuis quatre ans les salaires et les revenus du travail sont bloqués, hormis la liaison à l'index, encore que celui-ci soit lissé et évolue de manière plus modérée dans le temps que l'augmentation des prix. De plus, depuis trois ans, ils sont amputés de 2 p.c. du fait des sauts d'indexation qui résultent des pouvoirs spéciaux et de la loi du 22 janvier 1985.

C'est dans cette situation de blocage des salaires depuis quatre ans et des effets qui en résultent, notamment une diminution du pouvoir d'achat de 14 p.c. en termes réels, comme ce fut rappelé tout à l'heure — que vous demandez à votre majorité des pouvoirs spéciaux, qui, à l'article premier, paragraphe 1^{er}, du projet, sont assez précis puisque vous voulez imposer une norme de compétitivité et le respect de celle-ci.

Où se situe actuellement cette norme de compétitivité? En prenant l'année 1970 comme base 100, elle se situait entre 1977 et 1979 aux environs de 125, et parfois même un peu plus haut. En 1980 elle était à 122 et en 1981 à 112. C'est dire qu'en 1981 déjà la compétitivité des entreprises, sur le plan des salaires, s'était considérablement améliorée. En 1982 vous avez pris les mesures nécessaires pour qu'elle descende à 100, niveau où elle se situe encore actuellement. Telle est la réalité.

A défaut d'un accord interprofessionnel, vous voulez maintenant fixer cette norme de compétitivité, ainsi que son respect, non seulement pour 1986 mais aussi pour 1987, 1988 et 1989, c'est-à-dire pratiquement pour quatre ans, en plus des quatre années précédentes de blocage des salaires, puisque 1986 est encore visée par les pouvoirs spéciaux et les lois antérieures. Jusqu'au 31 décembre 1986 vous pouvez, en effet, intervenir si la norme n'est pas respectée.

Vous demandez aux partenaires sociaux de se mettre d'accord sur toute une série de domaines au sein du Conseil national du Travail, mais vous fixez cette contrainte de trois ans en plus de l'année en cours. En fait, vous leur imposez une norme pour quatre ans, en les prévenant que

vous jugerez leur accord sur la base de ce seul critère: « qu'il assure le maintien de la compétitivité. » Autrement dit, vous fixez aux partenaires sociaux des contraintes telles que les organisations syndicales qui représentent les travailleurs ne pourront jamais s'engager pour une nouvelle tranche de quatre ans — il s'agit en fait de négocier en 1986 des accords qui ne se termineront que fin 1989 — ni accepter une situation dans laquelle vous imposez le respect d'une norme de compétitivité.

Et quelle norme de compétitivité?

Certes, les entreprises doivent être compétitives sur les marchés internationaux, nous sommes pleinement d'accord sur ce point. Mais la compétitivité n'est pas celle que vous avez définie jusqu'à présent et que vous vous apprêtez, sans doute, une fois de plus, à définir pour l'avenir, à savoir le coût d'un travailleur occupé. Une telle norme de compétitivité fait reposer entièrement l'effort des entreprises sur les seuls travailleurs et sur leurs salaires, alors que, vous le savez, la productivité du travail augmente, et, en général, davantage chez nous que chez nos partenaires.

Je vous livre les chiffres de 1985 de la productivité dans le secteur manufacturier par rapport à 1972: en Belgique, elle est de 187; dans les sept pays de la CEE, de 156; aux USA, de 125. Au Japon, elle se situe bien au-delà, à 223.

Vous le voyez, nous nous situons à un niveau nettement plus élevé par rapport à nos partenaires européens, et, plus encore, par rapport aux USA. Mais de cela, silence! Vous refusez d'en tenir compte; vous tenez compte du coût salarial, mais pas du coût par unité produite.

En outre, tout le monde sait que la compétitivité des entreprises, leur prix de revient, n'est pas seulement fonction du coût salarial, mais d'autres éléments comme les taux d'intérêt; et ces taux anormalement élevés en Belgique — je vous en ai donné la raison — pèsent beaucoup plus lourdement chez nous qu'ailleurs.

Quant au coût de l'énergie, vous rétorquerez peut-être qu'aujourd'hui ce problème est résolu. Pendant quatre ans, il a drôlement pesé sur les budgets et sur les coûts des entreprises sans pour autant que votre politique ait pu, ou voulu, en quoi que ce soit, en diminuer le poids!

Aujourd'hui, les prix des produits pétroliers ont diminué, mais où en sont les prix du gaz et de l'électricité? Excepté quelques secteurs, souvent les plus traditionnels et en restructuration, la plupart des entreprises de pointe, de ces entreprises modernes qui font la vie économique du pays, sont aujourd'hui des consommateurs d'électricité.

Nous avons le prix de l'électricité le plus élevé d'Europe. Nous sommes en présence d'un monopole de fait, d'un monopole puissant. Qu'avez-vous fait pendant quatre ans et que faites-vous pour faire baisser le prix de l'électricité?

Sur le contenu de la norme, on note une erreur de base fondamentale. Les pouvoirs spéciaux, que la majorité va voter et que vous allez nécessairement utiliser — il ne faut pas se bercer d'illusions —, démontrent que l'accord interprofessionnel est impossible dans les conditions que vous avez fixées. Vous n'en jugez qu'en termes de compétitivité et refusez de le faire sur la base d'autres éléments, même par rapport à l'emploi.

Quel est le contenu de ces pouvoirs spéciaux? Vous allez fixer une norme pour quatre ans et en assurer le respect.

Comment assurer le respect de cette norme en 1987, 1988 et 1989 au moyen de pouvoirs spéciaux qui viennent à échéance, en cette matière, le 31 décembre 1986? Comptez-vous prendre un arrêté de pouvoirs spéciaux contenant une habilitation du gouvernement à faire respecter la norme en 1987, 1988 et 1989?

Si la majorité vous donne le pouvoir de fixer les modalités des accords dans des secteurs industriels ou dans des entreprises en imposant le respect de la norme de productivité à la fois en 1987, 1988 et en 1989, vous allez intervenir de manière contraignante sur toutes les négociations collectives. Vous pratiquerez ainsi un curieux interventionnisme, alors que, par ailleurs, vous-même et votre gouvernement accordez foi au libéralisme comme système économique devant apporter la solution des difficultés structurelles de l'économie belge. Cette foi libérale n'existe pas quand il s'agit de travailleurs et de salaires. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer André Geens.

De heer A. Geens. — Mijnheer de Voorzitter, dit artikel bevat het vastleggen van de fameuze concurrentienorm. Zoals vorige sprekers reeds hebben aangetoond, wordt bij deze concurrentienorm hoofdzakelijk gesproken over de loonkosten of salarissen. In de commissie heeft de Eerste minister gezegd dat de voorstellen inzake het vastleggen van de

concurrentienorm vóór 12 maart verwacht worden van de sociale partners. Wij zouden graag van de Eerste minister vernemen of deze voorstellen intussen ontvangen werden.

De heer Van Ooteghem. — Allicht op 1 april.

De heer A. Geens. — Voorts wou ik vragen of deze voorstellen de Eerste minister enige voldoening kunnen schenken en mijn derde vraag is in welke richting deze voorstellen gaan.

Het ontwerp bepaalt dat de concurrentienorm voor 1987, 1988 en 1989 zal worden vastgelegd in vergelijking met het gemiddelde van onze voornaamste handelspartners. Welke handelspartners worden hier bedoeld? Zijn het dezelfde als voor de bestaande concurrentienorm? Mag ik erop wijzen — de Eerste minister weet dit trouwens even goed of beter dan ik — dat onze belangrijkste handelspartners Nederland en Duitsland zijn, die 45 pct. vertegenwoordigen van onze buitenlandse handel.

De heer Martens, Eerste minister. — Dat zijn niet meer de belangrijkste. Het is nu Frankrijk.

De heer Van Ooteghem. — Dat zijn nu Kirschen en Beelen.

De heer A. Geens. — De Eerste minister weet waarschijnlijk ook dat de handicap inzake concurrentie tegenover Duitsland met 6 pct. en tegenover Nederland met 12 pct. is verminderd en dat onze handelsbalans met deze landen, maar vooral met Duitsland, in erg negatieve zin evolueert, zoals blijkt uit recente statistieken. Mijn vraag is dus of men blijft vasthouden aan de vergelijking van het gemiddelde met de zeven partners, of zal men zich baseren op het gemiddelde van de vier belangrijkste handelspartners. Dit laatste is misschien meer aangewezen, maar dan niet enkel op basis van de loonkosten maar tevens rekening houdend met andere elementen.

Wij hebben ergens gelezen dat in een uiteenzetting bij het sociaal overleg, de Eerste minister in hoofdzaak de nadruk heeft gelegd op de loonkosten per tewerkgestelde. Als de informatie waarover wij beschikken juist is, zou de Eerste minister hebben gezegd dat de loonkosten per tewerkgestelde in ons land gestegen zijn met 6,4 pct. terwijl bij de zeven belangrijkste handelspartners van België de stijging slechts 5,2 pct. bedraagt. Bij de zeven landen bedroeg de stijging slechts 4,6 pct., uitgedrukt in Belgische franken, wat een ongunstige ontwikkeling is van 1,1 tot 1,7 pct. Dit maar om aan te tonen dat ook daar de Eerste minister de klemtoon zou hebben gelegd op de loonkosten.

Wat denkt de Eerste minister over de definitie die gegeven werd door de Centrale Raad voor het bedrijfsleven, die dan toch wel enkele elementen meer in overweging nam? In een poging tot definitie met betrekking tot het concurrentievermogen heeft de Centrale Raad gesteld: « Een economie is concurrerend indien ze ten opzichte van de gezamenlijke economieën, waarmee ze nauwe relaties onderhoudt, op middellange termijn geen systematische achterstand oploopt qua economische groei en werkgelegenheid, zulks zonder de lopende rekening van de betalingsbalans fundamenteel te verstoren en als zij niet verplicht is haar toevlucht te zoeken in een permanente verzwakking van de wisselkoers om de gevolgen van een sterkere prijsinflatie dan in de andere landen goed te maken. » Is het aan dergelijke benadering van de competitiviteitsnorm dat de regering denkt?

Mijnheer de Eerste minister, wij denken ook dat met een ander belangrijk aspect onvoldoende rekening werd gehouden. Daarstraks heeft een vorige spreker, zij het zijdelings, daarop gewezen. Het gaat namelijk over de structuur van onze export. Het aandeel van de hoog technologische sectoren in de Belgische productie bedraagt 6,6 pct., in Nederland en in Duitsland 12 pct. Maar er is nog meer. We geven toe dat het concurrentievermogen van de ondernemingen in ons land is verbeterd. We geven toe dat er een verbetering is wat de handelsbalans en de betalingsbalans betreft. Vorige sprekers zijn uitvoerig ingegaan op een aantal aspecten daarvan. Ik kom daarop niet terug.

Laten we niet te snel juichen en niet te fier zijn. We moeten nagaan wat ons aandeel is in de wereldhandel. Hebben wij ons aandeel in de expansie van de wereldhandel kunnen opnemen? Wij moeten vaststellen dat dit, spijtig genoeg, niet het geval is. Als we een vergelijking maken met 1978 — we nemen dit jaar omdat sindsdien de codificering wat uniformer is en vergelijkingen mogelijk zijn —, zien we dat het aandeel van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie 3,9 pct. was in 1978 en dat van de gezamenlijke OESO-landen, de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie uitgezonderd, 70,5 pct. In 1984 daalde ons aandeel

tot 3,1 pct. terwijl het aandeel van de andere OESO-landen constant is gebleven op 70,4 pct. Dit betekent dus een daling van 20 pct. van het aandeel waarop we in 1978 aanspraak maakten.

Wij verliezen marktaandeelen in 24 van de 35 sectoren, een substantieel verlies in de chemische sector, zowel de organische als de anorganische, in de siderurgie, de gespecialiseerde industriële uitrusting. In deze vier sectoren verliezen we de helft van ons totaal verlies sinds 1978 dat 280 miljard bedraagt.

Als we kijken naar de export in de verwerkende nijverheid en het effect van het marktaandeel 1978-1983, op geografisch gebied, bemerken we dat we marktaandeelen verliezen in Frankrijk ten belope van 17 pct. of 74 miljard. Dit verlies is berekend ervan uitgaande dat de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie een gelijkaardige ontwikkeling zou hebben gekend als de andere OESO-landen. Voor Duitsland betekent dat min 19 pct. of een waarde van 95 miljard, voor Italië min 8 pct., voor Nederland min 15 pct., voor Groot-Britannië plus 8 pct., voor de rest van de Europese Gemeenschap plus 40 pct. Dit komt slechts neer op een meerwaarde van 12,2 miljard. Ik zou zo voort kunnen gaan, wat de andere landen betreft. Dan stellen we een totaal verlies aan marktaandeelen vast van 277 miljard en een winst aan marktaandeelen van 34 miljard, of een totaal verlies van 243 miljard.

In de meest in opgang zijnde marktsectoren, de informatica, wetenschappelijke instrumenten, telecommunicatie, verliezen wij terrein, met uitzondering van de organische scheikunde. De traditionele zware industrieën zijn zeer duidelijk op de terugweg. Daar is er dan de problematiek van de specialisatiegraad van onze industrie.

Globaal kunnen wij tot de conclusie komen dat ons verlies van het exporttaandeel in de wereldhandel te wijten is aan een slechte produktstructuur en zelfs gedeeltelijk aan een verkeerde marktstructuur. Naar onze mening is dit een zeer belangrijk element waarvoor de regering, dat moet worden toegegeven, niet rechtstreeks verantwoordelijk is. Dit is het kernprobleem waar ook de volmachten weinig zullen helpen.

Mijnheer de Eerste minister, wij zouden ook graag van u vernemen op welke wijze u de ondernemers en de holdings er zult toe aanzetten in de toekomstgerichte sectoren te investeren, sectoren waar wij momenteel belangrijke marktaandeelen verliezen en waarvan wij produkten moeten invoeren, waardoor we werk creëren buiten onze grenzen. Welke maatregelen zult u nemen om diezelfde ondernemers en holdings ertoe aan te sporen in die sectoren te investeren om bij ons tewerkstelling te creëren.

De heer Chabert. — Op welke studie baseert u zich, mijnheer Geens?

De heer A. Geens. — Op documenten die verschenen zijn maar die niet werden gepubliceerd.

De heer Chabert. — Dat is een vaag antwoord.

De heer A. Geens. — Ik zal u de bron mededelen. De Eerste minister kent ze.

De heer Chabert. — Het zijn interessante cijfers. Ik wil graag weten waar u ze vandaan haalt.

De heer A. Geens. — Ik herhaal het, het is een vrij omvangrijke studie die is verschenen maar die niet werd gepubliceerd. De gegevens zijn afkomstig van de Nationale Bank.

De heer Luyten. — Terug naar de bron!

De heer Chabert. — Ik moet u eerlijk zeggen dat ik dat niet in het verslag van de Nationale Bank heb gelezen.

De heer A. Geens. — De gegevens stonden niet in het verslag van de Nationale Bank. Ze zijn afkomstig van een niet-gepubliceerd stuk, heb ik gezegd, mijnheer Chabert.

De heer Chabert. — De gegevens zijn interessant. Ik weet niet waarom u ons zou onthouden om het stuk mede te delen.

De heer A. Geens. — Dat is een ander onderwerp van discussie, mijnheer Chabert. Ik vind ook dat dergelijke stukken automatisch, zonder voorwaarden en zonder restricties aan alle parlementsleden zouden moeten worden medegegeven.

De heer Egelmeers. — Zeer juist, mijnheer Geens.

De heer A. Geens. — Op deze studie is er enkele dagen geleden in het Franstalig dagblad *Le Soir* allusie gemaakt en zo hebben wij een aantal van de gegevens kunnen bemachtigen. De uitgebreide studie zou heel wat interessant studiemateriaal bevatten dat inderdaad alle parlementsleden heel goed zouden kunnen gebruiken.

De heer Chabert. — Dat zou nuttig zijn voor de industrie- en bedrijfsleiders indien werkelijk wordt vastgesteld dat er structurele problemen zijn.

De heer A. Geens. — Voor zover het mij bekend is, hebben een zeer beperkt aantal personen deze studie ontvangen.

De heer Chabert. — U wordt steeds maar mysterieuzer.

De heer A. Geens. — Ik ben geen ex-personeelslid noch regent van de Nationale Bank. Ik weet dus echt niet waar en aan wie deze cijfers zijn bekendgemaakt. Ik heb alleen, eerder toevallig, een aantal elementen uit deze studie kunnen bemachtigen.

M. Luyten. — Un vent favorable.

De heer A. Geens. — Ik zou niet zeggen dat een gunstige wind deze papieren op mijn bureau heeft doen belanden, maar het gebeurde eerder toevallig. Ik heb slechts een paar gegevens kunnen bemachtigen. Men heeft mij echter verzekerd dat de totale studie uitermate interessante gegevens bevat over de structuur van onze export. Zo zou er een vergelijking worden gemaakt tussen de marktrevolutie in verschillende landen en onze exportevolutie, evenals die in de OESO-landen. Er zou niet alleen aandacht worden besteed aan de markten, maar ook aan de produkten. Dit is zeer interessant. Uit de studie zou blijken dat wij ongeveer 20 pct. achteruit zijn gegaan sinds 1978. Dit is toch niet niets.

De heer Van Ooteghem. — Collega Chabert zou maar eens moeten inbreken in de Nationale Bank.

De Voorzitter. — Ik stel voor dit probleem na de vergadering te regelen. Dan zal de kans op succes groter zijn.

De heer Van In. — De Senaatsvoorzitter kan de gegevens van de Nationale Bank opvragen. Het betreft hier een instelling van openbaar, nut met 20 miljard aan reserves voor extra-legale pensioenen.

De heer A. Geens. — Mijnheer de Voorzitter, door de onderbrekingen ben ik afgeweken van de draad van mijn verhaal. Ik wilde de Eerste minister echter vragen wat de verantwoordelijkheid is van de ondernemingen en de holdings in deze aangelegenheid en welke acties de regering van zins is te ondernemen om deze heren aan te sporen iets constructiefs te ondernemen in plaats van steeds aan de klagmuur te gaan staan.

Mijnheer de Eerste minister, u hebt inderdaad het concurrentievermogen van onze ondernemingen hersteld. Er werd hier al aangehaald welke inleveringen er werden gedaan en ik wil daar dus niet op terugkomen. Het aandeel van de bedrijven in de inkomenstructuur, uitgedrukt in percent van het BNP, is opnieuw gestegen tot 10 pct. en bereikt aldus hetzelfde niveau als in de rijke jaren 60 en 70. Het was in 1981 gedaald tot 6,5 pct. De financiële voorschotten van de bedrijven, die onbestaande waren in de periode 1974-1980, zijn sindsdien weer gestegen. Zij bereikten een piek in het midden van 1983, waarna zij lichtjes daalden om van het midden van 1984 af opnieuw te stijgen tot 3 pct. van het BNP.

Dit alles heeft echter geen gevolgen gehad voor de tewerkstelling. Het heeft bijna geen gevolgen gehad voor de investeringen, zeker niet voor de produktieve investeringen. Er waren enkel arbeidbesparende investeringen, die telkens weer konden worden gedaan dank zij overheids subsidies. Dit is een pijnlijke vaststelling. De regering zou over dit punt ernstig moeten nadenken. De regering zou enkel subsidies mogen verlenen aan bedrijven wanneer het gaat om arbeidscheppende investeringen, maar niet wanneer het gaat om investeringen voor rationalisaties. Die worden *sowieso* gedaan wanneer zij rendabel zijn.

De nettorentabiliteit op de eigen middelen, die in 1981 negatief was, is gestegen tot 10 pct. voor de industrie. Dit is het hoogste peil dat bereikt werd sinds 1974. Voor de tertiaire sector bedraagt deze rentabiliteit thans 7 pct. Ik zou hieruit willen concluderen dat de overheid haar verantwoordelijkheid op zich heeft genomen, dat zij voldoende gedaan

heeft om de bedrijfsinvesteringen rendabel te maken, om het rendement van het eigen kapitaal van de ondernemingen te verhogen. Het is dan ook de hoogste tijd dat de bedrijfswereld zelf iets doet om voor tewerkstelling en nieuwe investeringen te zorgen.

Mijnheer de Eerste minister, om te besluiten wil ik nog volgend puntje behandelen. Het zou nuttig zijn mocht het overheidsapparaat in zijn geheel wat doorzichtiger kunnen worden gemaakt. Onze fractievoorzitter heeft er daarstraks ook op gewezen.

Hoewel ik toen niet in dit milieu vertoefde, herinner ik mij nog zeer goed de discussie over de staatshervorming in 1980 en een aantal van uw uitspraken destijds. Er werd toen gezegd dat meer mogelijkheden en meer middelen moesten worden vrijgemaakt voor de gemeenschappen en de gewesten. De jongste jaren hebben wij echter vastgesteld dat de centrale overheid steeds meer knaagt aan de bevoegdheden van de Gemeenschappen en de gewesten, ook op het vlak van de industriële politiek.

Het zou goed zijn indien de industriële politiek in haar geheel, dus met inbegrip van de nationale sectoren — wij zullen daar straks op terugkomen —, zou worden toegewezen aan de Gemeenschappen en de Gewesten. Dit zou ons toelaten een geëigende regionale politiek te voeren: op dat terrein omdat er inderdaad verschillen zijn tussen de twee gemeenschappen in ons land. Ik bedoel daarmee niet zozeer dat het in het Noorden beter zou gaan dan in het Zuiden of omgekeerd, maar ik ben er wel van overtuigd dat de behoeften en de inzichten verschillen, wat een eigen aanpak noodzakelijk maakt. De centrale overheid is daarvoor niet de meest geschikte instantie. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De Voorzitter. — Wij zetten deze bespreking vanavond te 19 uur 30 voort.

Nous poursuivrons cette discussion ce soir à 19 heures 30.

VOORSTEL VAN WET — PROPOSITION DE LOI

Indiening — Dépôt

De Voorzitter. — De heren De Bondt en De Kerpel hebben ingediend een voorstel van wet tot aanvulling van artikel 14 van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries.

MM. De Bondt et De Kerpel ont déposé une proposition de loi complétant l'article 14 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères.

Dit voorstel van wet zal worden vertaald, gedrukt en rondgedeeld.

Cette proposition de loi sera traduite, imprimée et distribuée.

Er zal later over zijn inoverwegingneming worden beslist.

Il sera statué ultérieurement sur sa prise en considération.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(*De vergadering wordt gesloten te 18 u. 30 m.*)

(*La séance est levée à 18 h 30 m.*)